

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
DE L'OUTRE-MER
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Direction générale des collectivités locales

Sous-direction des finances locales
et de l'action économique

Bureau de la fiscalité locale

Circulaire du 17 juillet 2009 relative aux informations relatives aux délibérations fiscales à prendre par les collectivités territoriales en 2009 pour application différée

NOR : IOCB0916673C

*Le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales
à Madame et Messieurs les préfets de région ; Mesdames et Messieurs les préfets de département (métropole et DOM).*

Cette circulaire présente les conditions et délais dans lesquels doivent être prises les principales délibérations en matière fiscale en 2009 pour une application généralement en 2010.

Les nouveautés issues des différentes lois intervenues au cours de l'année 2009, ainsi que de la loi de finances initiale pour 2009 et de la loi de finances rectificative pour 2008, sont signalées par un trait gras en marge.

La présente circulaire vous rappelle que, pour être applicables en 2010, les délibérations en matière fiscale doivent être prises avant des dates différentes selon la nature des impositions concernées :

- soit le 1^{er} octobre 2009 pour celles concernant l'impôt sur les spectacles, pour l'exonération de certaines catégories de compétitions sportives, ainsi que généralement pour les délibérations relatives aux exonérations ou abattements portant sur les quatre taxes directes locales ;
- soit le 15 octobre 2009 pour les exonérations relatives à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ;
- soit le 31 décembre 2009 pour les exonérations de taxe professionnelle en zone d'aménagement du territoire prises en application des articles 1465 et 1465 B du code général des impôts (CGI).

Par ailleurs, différentes dates limites doivent également être respectées pour les délibérations concernant la fiscalité indirecte, les droits d'enregistrement et les droits indirects.

Des modèles de délibérations élaborés par la direction générale des finances publiques vous seront communiqués par les services fiscaux de votre département. Je vous demande de vérifier que ces modèles sont bien transmis aux élus.

Chaque année, les services fiscaux doivent vous transmettre les éventuels nouveaux modèles de délibérations ou, le cas échéant, les modifications proposées aux modèles existants.

Enfin, il est rappelé que les délibérations liées au vote des budgets locaux, telles que celles fixant les taux des quatre taxes directes locales, les contributions fiscalisées des communes aux syndicats ainsi que le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, doivent être prises avant le 31 mars (le 15 avril les années de renouvellement des assemblées locales) d'une année pour application l'année même.

Pour toutes difficultés dans l'application de la présente circulaire, il vous est possible de saisir la direction générale des collectivités locales, sous-direction des finances locales et de l'action économique, bureau de la fiscalité locale. Tél. : 01 49 27 31 59. Courriel : sdfiae-fl1.dgcl@interieur.gouv.fr

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général des collectivités locales,
E. JOSSA

SOMMAIRE

INTRODUCTION : DÉLIBÉRATIONS FISCALES

PREMIÈRE PARTIE. – FISCALITÉ DIRECTE

I. – DISPOSITIONS COMMUNES

I. – 1. PLAFONNEMENT DES AUGMENTATIONS DE VALEUR LOCATIVE CONSTATÉES EN CAS DE CHANGEMENTS DE CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES OU D'ENVIRONNEMENT DES LOCAUX AFFECTÉS À L'HABITATION (ART. 1517 CGI)

I. – 2. APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION COMMUNAUTAIRE « DE MINIMIS ». PLAFONNEMENT DES AUGMENTATIONS DE VALEUR LOCATIVE CONSTATÉES EN CAS DE CHANGEMENTS DE CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES OU D'ENVIRONNEMENT DES LOCAUX AFFECTÉS À L'HABITATION (ART. 1517 CGI)

II. – TAXE D'HABITATION (TH)

II. – 1. ABATTEMENTS OBLIGATOIRES ET FACULTATIFS

II. – 1.1. Abattement obligatoire pour charges de famille

II. – 1.2. Abattements facultatifs à la base

II. – 2. EXONÉRATION DE CERTAINS ÉTABLISSEMENTS HÔTELIERS EN ZONE DE REVITALISATION RURALE (ART. 1407 DU CGI)

II. – 3. ASSUJETTISSEMENT À LA TAXE D'HABITATION DES LOGEMENTS VACANTS DEPUIS PLUS DE CINQ ANS (ART. 1407 BIS DU CGI)

III. – TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS NON BÂTIES (TFNB)

III. – 1. MAJORATION DE LA VALEUR LOCATIVE DE CERTAINS TERRAINS (ART. 1396 DU CGI)

III. – 2. EXONÉRATION DES TERRAINS NOUVELLEMENT PLANTÉS EN NOYERS (ART. 1395 A DU CGI)

III. – 3. EXONÉRATION DES TERRAINS PLANTÉS EN OLIVIERS (ART. 1394 C DU CGI)

III. – 4. EXONÉRATION DES TERRAINS PLANTÉS EN ARBRES TRUFFIERS (ART. 1395 B DU CGI)

III. – 5. DÉGRÈVEMENT À HAUTEUR DE 50 % POUR LES PARCELLES EXPLOITÉES PAR LES JEUNES AGRICULTEURS (ART. 1647-00 BIS DU CGI)

III. – 6. EXONÉRATION POUR LES TERRAINS AGRICOLES EXPLOITÉS SELON LE MODE DE PRODUCTION BIOLOGIQUE (ART. 1395 G DU CGI)

IV. – TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES (TFB)

A. – EXONÉRATIONS SUR DÉCISION DES COLLECTIVITÉS LOCALES

A. – 1. EXONÉRATION DES LOGEMENTS LOCATIFS ACQUIS AVEC L'AIDE DE L'ÉTAT (ART. 1384 B, 1586 B ET 1599 TER E DU CGI)

A. – 2. PROLONGATION DE L'EXONÉRATION DES LOGEMENTS LOCATIFS (ART. 1586 A DU CGI)

A. – 3. EXONÉRATION DES LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX ACQUIS, PUIS AMÉLIORÉS, PAR DES PERSONNES PHYSIQUES AU MOYEN D'AIDES DE L'AGENCE NATIONALE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT (ART. 1383 E DU CGI)

A. – 4. EXONÉRATION DES ENTREPRISES NOUVELLES (ART. 1383 A DU CGI)

A. – 5. EXONÉRATION DE CINQ ANS APPLICABLE AUX PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ (ART. 1383 F DU CGI)

A. – 6. EXONÉRATION DE SEPT ANS DES ENTREPRISES INNOVANTES (ART. 1383 D DU CGI)

- A. – 7. RÉDUCTION DE LA VALEUR LOCATIVE DE CERTAINES INSTALLATIONS FAVORABLES À L'ENVIRONNEMENT PRISE EN COMPTE AU TITRE DU FONCIER BÂTI (ART. 1518 A DU CGI)
 - A. – 8. EXONÉRATION DES BÂTIMENTS AFFECTÉS À L'ACTIVITÉ DE DÉSHYDRATATION DE FOURRAGES (ART. 1382 B DU CGI)
 - A. – 9. EXONÉRATION DE CERTAINS IMMEUBLES OCCUPÉS PAR LES GROUPEMENTS DE COOPÉRATION SANITAIRE (ART. 1382 C DU CGI)
 - A. – 10. EXONÉRATION DE CERTAINS ÉTABLISSEMENTS HÔTELIERS SITUÉS EN ZONE DE REVITALISATION RURALE (ART. 1383 E *BIS* DU CGI)
 - A. – 11. EXONÉRATION DE CERTAINS LOGEMENTS ANCIENS ÉCONOMES EN ÉNERGIE (ART. 1383-0 B DU CGI)
 - A. – 12. EXONÉRATION DES CONSTRUCTIONS AFFECTÉES À L'HABITATION ÉDIFIÉES ANTÉRIEUREMENT À LA MISE EN PLACE D'UN PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (ART. 1383 G DU CGI)
 - A. – 13. EXONÉRATION DES LOGEMENTS NEUFS PRÉSENTANT UN NIVEAU ÉLEVÉ DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE GLOBALE (ART. 1383-0 B *BIS* DU CGI)
 - A. – 14. EXONÉRATION DE CERTAINS IMMEUBLES SITUÉS DANS LES NOUVELLES ZONES DE RESTRUCTURATION DE DÉFENSE (ZRD) (ART. 1383 I DU CGI)
- B. – EXONÉRATIONS DE DROIT, SAUF DÉCISION CONTRAIRE DES COLLECTIVITÉS LOCALES
- B. – 1. EXONÉRATION DES CONSTRUCTIONS NOUVELLES (ART. 1383 DU CGI)
 - B. – 2. EXONÉRATION DANS LES ZONES FRANCHES URBAINES (ART. 1383 B, 1383 C ET 1383 C *BIS* DU CGI)
 - B. – 3. EXONÉRATION DANS LES BASSINS D'EMPLOI À REDYNAMISER (ART. 1383 H DU CGI)
 - B. – 4. ABATTEMENT SUR LES BASES DE CERTAINS LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX DANS LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER (ART. 1388 *TER* DU CGI)
- C. – TAXE ET REDEVANCE D'ENLÈVEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES (TEOM-REOM)
- C. – 1. INSTITUTION DE LA TAXE D'ENLÈVEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES (TEOM)
 - C. – 2. PLAFONNEMENT DES VALEURS LOCATIVES DES BIENS PASSIBLES DE TEOM (ART. 1522 DU CGI)
 - C. – 3. EXONÉRATIONS
 - C. – 4. ZONAGES
- V. – TAXE PROFESSIONNELLE (TP)
- V. – 1. EXONÉRATIONS TEMPORAIRES DE TAXE PROFESSIONNELLE
- A. – EXONÉRATIONS SUR DÉCISION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
- A. – 1. EXONÉRATION DES CAISSES DE CRÉDIT MUNICIPAL (ART. 1464 DU CGI)
 - A. – 2. EXONÉRATION DE CERTAINES ENTREPRISES DE SPECTACLES (ART. 1464 A DU CGI)
 - A. – 3. EXONÉRATION POUR LES LIBRAIRIES INDÉPENDANTES (ART. 1464 I DU CGI)
 - A. – 4. EXONÉRATION DES MÉDECINS, AUXILIAIRES MÉDICAUX ET VÉTÉRINAIRES EXERÇANT EN MILIEU RURAL OU EN ZONE DE REVITALISATION RURALE (ART. 1464 D DU CGI)
 - A. – 5. EXONÉRATION DES INSTALLATIONS DE DÉSULFURATION OU DE CONVERSION DU FIOUL LOURD EN GAZOLE (ART. 1464 E DU CGI)
 - A. – 6. EXONÉRATION DES INSTALLATIONS DE STOCKAGE DE GAZ (ART. 1464 F DU CGI)
 - A. – 7. EXONÉRATION DE CERTAINES ACTIVITÉS DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ADMINISTRATIFS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE RECHERCHE (ART. 1464 H DU CGI)

- A. – 8. RÉDUCTION DE LA VALEUR LOCATIVE DE CERTAINES INSTALLATIONS FAVORABLES À L'ENVIRONNEMENT (ART. 1518 A DU CGI)
- A. – 9. EXONÉRATION DE CERTAINS OUTILLAGES (ART. 1469, 3^o BIS, DU CGI)
- A. – 10. EXONÉRATION DES ENTREPRISES NOUVELLES (ART. 1464 B DU CGI)
- A. – 11. EXONÉRATION APPLICABLE AUX PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ (ART. 1466 E DU CGI)
- A. – 12. EXONÉRATION APPLICABLE DANS LES ZONES URBAINES SENSIBLES (ART. 1466 A, I, DU CGI)
- A. – 13. EXONÉRATION APPLICABLE DANS LES ZONES URBAINES SENSIBLES (ART. 1466 A, I *QUINQUIES* B, DU CGI)
- A. – 14. EXONÉRATIONS LIÉES À L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (ART. 1465 ET 1465 B DU CGI)
- A. – 15. EXONÉRATION DES ENTREPRISES INNOVANTES (ART. 1466 D DU CGI)
- A. – 16. EXONÉRATION, AU TITRE DES ANNÉES 2010 À 2015, DE LA VALEUR LOCATIVE DES OUTILLAGES, ÉQUIPEMENTS ET INSTALLATIONS SPÉCIFIQUES DE MANUTENTION PORTUAIRE EXPLOITÉS AU 31 DÉCEMBRE 2009 OU ACQUIS OU CRÉÉS EN REMPLACEMENT DE CES ÉQUIPEMENT (ART. 1466 J DU CGI)
- B. – EXONÉRATIONS DE DROIT SAUF DÉCISION CONTRAIRE DES COLLECTIVITÉS LOCALES
- B. – 1. EXONÉRATION DES LOCATIONS EN MEUBLÉS (ART. 1459 DU CGI)
- B. – 2. EXONÉRATIONS DANS LES ZONES DE REVITALISATION RURALE (ART. 1465 A, DU CGI)
- B. – 3. EXONÉRATION DANS LES ZONES DE REDYNAMISATION URBAINE (ART. 1466 A, I *TER*, DU CGI)
- B. – 4. EXONÉRATIONS DANS LES ZONES FRANCHES URBAINES (ART. 1466 A, I *QUATER*, *QUINQUIES* ET *SEXIES*, DU CGI)
- B. – 5. EXONÉRATIONS EN ZONE FRANCHE CORSE (ART. 1466 B ET C DU CGI)
- B. – 6. EXONÉRATIONS DANS LES BASSINS D'EMPLOI À REDYNAMISER (ART. 1466 A, I *QUINQUIES* A, DU CGI)
- V. – 2. AUTRES RÉDUCTIONS DE LA BASE DE TAXE PROFESSIONNELLE
- A. – ABATTEMENT EN FAVEUR DES DIFFUSEURS DE PRESSE (ART. 1469 A *QUATER* DU CGI)
- B. – COTISATION MINIMUM DE TAXE PROFESSIONNELLE (ART. 1647 D DU CGI)
- VI. – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX EPCI
- VI. – 1. DÉLIBÉRATIONS PRISES PAR LES EPCI À FISCALITÉ ADDITIONNELLE
- VI. – 2. DÉLIBÉRATIONS APPLICABLES AUX EPCI À TAXE PROFESSIONNELLE UNIQUE (TPU)
- VI. – 3. DÉLIBÉRATIONS APPLICABLES AUX EPCI À FISCALITÉ MIXTE
- VII. – IMPOSITION FORFAITAIRE SUR LES PYLÔNES (ART. 1519 A DU CGI)
- VIII. – TAXE SUR LES DÉCHETS STOCKÉS (ART. L. 2333-92 À L. 2333-96 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES)
- IX. – VERSEMENT DESTINÉ AU FINANCEMENT DES TRANSPORTS EN COMMUN (ART. L. 2333-64 À L. 2333-75 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES)
- DEUXIÈME PARTIE. – TAXES D'URBANISME
- I. – TAXE LOCALE D'ÉQUIPEMENT (TLE)
- II. – TAXE DÉPARTEMENTALE POUR LE FINANCEMENT DES CONSEILS D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT (TDCAUE)
- III. – VERSEMENT POUR DÉPASSEMENT DU PLAFOND LÉGAL DE DENSITÉ (VDPLD)

IV. – REMPLACEMENT DE LA PARTICIPATION POUR CRÉATION DE VOIE NOUVELLE ET RÉSEAUX (PVNR) PAR LA PARTICIPATION POUR VOIRIE ET RÉSEAUX (PVR)

V. – PARTICIPATION POUR NON-RÉALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT (PNRAS)

VI. – TAXE DÉPARTEMENTALE DES ESPACES NATURELS SENSIBLES (TDENS)

VII. – TAXE SUR LES ACTIVITÉS COMMERCIALES NON SALARIÉES À DURÉE SAISONNIÈRE

TROISIÈME PARTIE. – FISCALITÉ INDIRECTE ET DROITS D'ENREGISTREMENT

I. – TAXE DE SÉJOUR - TAXE DE SÉJOUR FORFAITAIRE

II. – LA TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE

III. – TAXE RÉGIONALE SUR LES PERMIS DE CONDUIRE (ART. 1599 *TERDECIES* ET *QUATERDECIES* DU CGI)

IV. – TAXE RÉGIONALE SUR LES CERTIFICATS D'IMMATRICULATION DES VÉHICULES (ART. 1599 *QUINDECIES* ET SUIVANTS)

VI. – TAXE SUR LES FRICHES COMMERCIALES (ART. 1530 DU CGI)

VII. – DROIT DÉPARTEMENTAL D'ENREGISTREMENT ET TAXE DÉPARTEMENTALE DE PUBLICITÉ FONCIÈRE ; TAXE COMMUNALE ADDITIONNELLE À CES TAXES (DMTO, ART. 682 ET SUIVANTS DU CGI, 1584 ET SUIVANTS ET 1594-0 ET SUIVANTS)

VII. – I. – RÔLE DU CONSEIL GÉNÉRAL

VII. – II. – RÔLE DU CONSEIL MUNICIPAL

VIII. – RÉPARTITION DU FONDS DE PÉRÉQUATION DÉPARTEMENTAL DE LA TAXE ADDITIONNELLE AUX DROITS D'ENREGISTREMENT OU À LA TAXE DE PUBLICITÉ FONCIÈRE SUR LES MUTATIONS À TITRE ONÉREUX (ART. 1595 *BIS* DU CGI)

IX. – TAXE FORFAITAIRE SUR LES CESSIONS DE TERRAINS NUS DEVENUS CONSTRUCTIBLES (ART. 1529 DU CGI)

QUATRIÈME PARTIE. – DROITS INDIRECTS

I. – IMPÔT SUR LES SPECTACLES, JEUX ET DIVERTISSEMENTS

II. – SURTAXE SUR LES EAUX MINÉRALES (ART. 1582 DU CGI)

III. – MODULATION RÉGIONALE DU TARIF DE LA TAXE INTÉRIEURE DE CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PÉTROLIERS (TIPP)

INTRODUCTION : DÉLIBÉRATIONS FISCALES

En matière de fiscalité locale, plusieurs types de délibérations existent :

- conformément aux dispositions de l'article 1639 A *bis* du CGI, les délibérations relatives aux exonérations (ou abattements) de fiscalité directe locale doivent, sauf dispositions légales contraires, être prises avant le 1^{er} octobre 2009 pour être applicables au 1^{er} janvier 2010 ; ces délibérations demeurent généralement applicables les années suivantes, tant qu'elles n'ont pas été modifiées ou rapportées (1) ; n'étant pas rétroactives, elles ne s'appliquent qu'aux situations nouvelles ;
- en matière de fiscalité indirecte, les délibérations doivent être prises à des dates variables.

Les dispositions législatives prévoyant qu'une délibération fiscale doit être prise avant une certaine date signifient que cette délibération doit avoir été adoptée par l'assemblée délibérante avant cette même date.

Ces délibérations sont transmises aux services préfectoraux et, le cas échéant, aux services fiscaux ou aux services douaniers.

Il est rappelé que les services préfectoraux doivent procéder à la notification des délibérations aux services fiscaux ou, le cas échéant, aux services douaniers, au plus tard quinze jours après la date limite prévue pour leur adoption.

Avant leur transmission aux services fiscaux (ou aux services douaniers), les délibérations doivent faire l'objet du contrôle de légalité.

PREMIÈRE PARTIE. – FISCALITÉ DIRECTE

I. – DISPOSITIONS COMMUNES

I. – 1. PLAFONNEMENT DES AUGMENTATIONS DE VALEUR LOCATIVE CONSTATÉES EN CAS DE CHANGEMENTS DE CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES OU D'ENVIRONNEMENT DES LOCAUX AFFECTÉS À L'HABITATION (ART. 1517 CGI)

L'article 124 de la loi de finances rectificative pour 2006 permet aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre de limiter l'augmentation de la valeur locative cadastrale entrant dans le calcul de la taxe d'habitation, de la taxe foncière sur les propriétés bâties, de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et de la taxe sur les logements vacants lorsque cette augmentation résulte exclusivement de la constatation de changements de caractéristiques physiques ou d'environnement et qu'elle est supérieure à 30 % de la valeur locative de l'année précédant celle de la prise en compte de ces changements.

La limitation s'applique à l'ensemble des locaux d'habitation, les locaux commerciaux n'en bénéficiant pas. Elle a pour conséquence de limiter sur trois ans, à hauteur respectivement d'un tiers, de deux tiers, puis de la totalité de l'augmentation, l'accroissement de la valeur locative brute servant de base aux impositions directes locales mentionnées ci-dessus.

La délibération, qui doit intervenir avant le 1^{er} octobre 2009 pour être applicable au 1^{er} janvier 2010, doit obligatoirement être prise par toutes les collectivités territoriales et leurs EPCI à fiscalité propre intéressés et percevant une imposition assise sur la valeur locative faisant l'objet de la mesure.

I. – 2. APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION COMMUNAUTAIRE « DE MINIMIS ». PLAFONNEMENT DES AUGMENTATIONS DE VALEUR LOCATIVE CONSTATÉES EN CAS DE CHANGEMENTS DE CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES OU D'ENVIRONNEMENT DES LOCAUX AFFECTÉS À L'HABITATION (ART. 1517 CGI)

Régime de droit commun

Certaines délibérations instituant des mesures d'exonérations fiscales sont considérées comme des aides aux entreprises susceptibles, au regard du droit communautaire, de fausser la concurrence.

L'article 88 du traité des Communautés européennes (CE) précise que les aides d'Etat doivent être notifiées au préalable à la Commission européenne, afin de vérifier leur compatibilité avec les règles du marché intérieur, selon les critères énoncés dans l'article 87 du même traité. Toutefois, la règle dite « *de minimis* » dispense de notifier les aides de faible montant (2).

(1) L'auteur d'un acte devenu illégal en raison de circonstances de droit ou de fait postérieures à son édicton est tenu de l'abroger. Il faut que le changement des circonstances de droit revête un caractère suffisamment important pour justifier la perte du fondement légal d'un acte (Conseil d'Etat, 26 mars 1997 : Association française des banques).

(2) La règle *de minimis* a été instituée en 2001 par le règlement (CE) n° 69/2001 et a été révisé en 2006. Le nouveau règlement (CE) n° 1998/2006 est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2007 et est applicable jusqu'au 31 janvier 2013.

Le montant de l'exonération est pris en compte dans le calcul du montant total d'aides dont bénéficie chaque entreprise et s'impute sur l'enveloppe globale de 200 000 € sur trois ans fixée par le règlement communautaire. L'exonération est, le cas échéant, plafonnée en cas de dépassement de cette somme. Il convient donc de vérifier que la délibération n'institue pas une exonération supérieure à ce plafond.

Dérogation résultant du plan de relance

Dans le cadre du plan de relance, un dispositif dérogatoire a été institué le 17 décembre 2008, afin de sortir un certain nombre d'aides du champ d'application du *de minimis* jusqu'au 31 décembre 2010. Le régime N 7/2009 « aides compatibles d'un montant limité » (ACML) a été adopté par la Commission européenne le 19 janvier 2009 : le plafond des aides concernées est porté à 500 000 €.

Il convient donc de distinguer les exonérations régies par le *de minimis* de droit commun de celles régies temporairement par le *de minimis* dérogatoire.

Une lettre du délégué interministériel à l'aménagement et à la compétitivité des territoires vous a été envoyée à ce sujet le 10 mars 2009. Vous trouverez également sur le site internet de la DIACT (www.diact.gouv.fr), à la rubrique « aides aux entreprises/réglementation européenne », la communication de la Commission du 17 décembre 2008, celle du 25 février 2009 qui la modifie, ainsi que les quatre décisions d'approbation des régimes d'aide notifiés dans le contexte de la crise économique et financière. La liste des exonérations concernées figure en annexe de la présente circulaire.

II. – TAXE D'HABITATION (TH)

II. – 1. ABATTEMENTS OBLIGATOIRES ET FACULTATIFS

Deux types d'abattements (1) peuvent être décidés (art. 1411 du CGI) :

- un abattement obligatoire pour charges de famille ;
- deux abattements facultatifs, l'un général, l'autre en faveur des personnes pour lesquelles le revenu fiscal de référence et la valeur locative du local n'excèdent pas certaines limites.

Les collectivités doivent décider, par délibération prise avant le 1^{er} octobre 2009 pour être applicable en 2010, pour la part qui leur revient, du régime d'abattements applicable pour le calcul de la TH : elles fixent les taux des abattements pour charges de famille et des abattements facultatifs à la base. Ces taux, appliqués à la valeur locative moyenne des habitations de la collectivité, permettent de déterminer le montant qui vient en diminution de la valeur locative de chaque habitation. La délibération demeure applicable tant qu'elle n'a pas été modifiée ou rapportée.

En l'absence de délibérations des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) et des départements, sont appliqués les abattements résultant des votes des conseils municipaux (art. 1411, II *bis*, du CGI). Le taux s'applique alors à la valeur locative moyenne de la commune et non à celle de l'EPCI ou du département.

Lorsqu'un ou plusieurs des abattements précités, en vigueur en 2003, sont réduits ou supprimés, le dégrèvement accordé aux contribuables de condition modeste pour la fraction de cotisation de TH excédant 3,44 % de leur revenu (2) subit une réduction.

Cette réduction est égale à la différence entre le montant du dégrèvement calculé en tenant compte des abattements applicables et le montant de ce même dégrèvement calculé en prenant en considération les abattements en vigueur en 2003 (2 du III de l'art. 1414 A du CGI). Elle est à la charge du contribuable.

II. – 1.1. Abattement obligatoire pour charges de famille

Le taux de l'abattement obligatoire pour charges de famille est fixé par la loi à :

- 10 % de la valeur locative moyenne des habitations de la collectivité concernée pour chacune des deux premières personnes à charge ;
- 15 % pour chacune des personnes à charge suivantes.

Les collectivités peuvent majorer chacun de ces taux de 5 ou 10 points ; l'abattement peut être porté :

- à 15 % ou 20 % pour les deux premières personnes à charge ;
- à 20 % ou 25 % pour les personnes suivantes.

(1) Les abattements sont des diminutions pratiquées sur le montant des bases imposables.

(2) L'article 1414 A prévoit que les redevables (autres que ceux qui bénéficient déjà d'une exonération de TH au titre de l'article 1414) dont les revenus, au titre de l'année précédente, n'excèdent pas la limite prévue à l'article 1417 sont dégrévés d'office de la TH afférente à leur résidence principale, pour la fraction de leur cotisation qui excède 3,44 % de leur revenu (revenu diminué d'un abattement dans les conditions fixées par l'article 1414 A du CGI).

II. – 1. 2. Abattements facultatifs à la base

Les communes, les EPCI et les départements peuvent appliquer des abattements aux valeurs locatives des résidences principales :

- un abattement général à la base au taux de 5 %, 10 % ou 15 % de la valeur locative moyenne des habitations de la commune ;
- un abattement spécial à la base au taux de 5 %, 10 % ou 15 % en faveur des contribuables dont le montant des revenus de l'année précédente n'excède pas la limite prévue à l'article 1417 du CGI et occupant un logement dont la valeur locative est inférieure à 130 % de la valeur locative moyenne des habitations du département ou du groupement à fiscalité propre (1) ; cet abattement est indépendant de l'abattement général à la base, avec lequel il peut se cumuler ;
- un abattement supplémentaire de 10 % pour les titulaires de l'allocation de solidarité aux personnes âgées, de l'allocation aux adultes handicapés ou de la carte d'invalidité, ainsi que pour les contribuables atteints d'une infirmité ou d'une invalidité les empêchant de subvenir par leur travail aux nécessités de l'existence ou qui occupent leur habitation avec les personnes mentionnées précédemment (2).

Rappel : Conformément au I de l'article 1417 du CGI, pour les impositions établies au titre de 2009 le montant des revenus de 2008 à ne pas dépasser pour pouvoir bénéficier de l'abattement spécial à la base est :

a) Métropole :

- Première part..... 9 837 €
- Demi-parts supplémentaires 2 627 €

b) DOM sauf Guyane :

- Première part..... 11 640 €
- Première demi-part supplémentaire..... 2 780 €
- Demi-parts supplémentaires suivantes 2 627 €

c) Guyane

- Première part..... 12 171 €
- Première demi-part supplémentaire..... 3 351 €
- Demi-parts supplémentaires suivantes 2 627 €

II. – 2. EXONÉRATION DE CERTAINS ÉTABLISSEMENTS HÔTELIERS EN ZONE DE REVITALISATION RURALE (ART. 1407 DU CGI)

Les communes situées en zone de revitalisation rurale (ZRR) peuvent exonérer de la TH :

- les locaux mis en location à titre de gîte rural ;
- les locaux mis en location en qualité de meublés de tourisme ;
- les chambres d'hôtes.

Pour application au 1^{er} janvier 2010, cette délibération de portée générale doit être prise avant le 1^{er} octobre 2009. Elle peut concerner une ou plusieurs catégories de locaux.

La délibération prise par la commune produit ses effets pour la détermination de la part de la TH afférente à ces locaux revenant aux autres collectivités territoriales et EPCI dotés d'une fiscalité propre.

II. – 3. ASSUJETTISSEMENT À LA TAXE D'HABITATION DES LOGEMENTS VACANTS DEPUIS PLUS DE CINQ ANS
(ART. 1407 BIS DU CGI)

L'article 47 de la loi du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement prévoit que les communes qui ne sont pas assujetties à la taxe annuelle sur les logements vacants (TLV) (3) peuvent, sur délibération du conseil municipal prise avant le 1^{er} octobre d'une année pour application l'année suivante, assujettir à la TH, pour la part communale et celle revenant aux établissements publics de coopération intercommunale sans fiscalité propre, les logements vacants depuis plus de cinq ans au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

La vacance s'apprécie selon les mêmes modalités que pour l'application de la taxe sur les logements vacants : ainsi n'est pas considéré comme vacant un logement dont la durée d'occupation est supérieure à trente jours consécutifs. En outre, la taxe n'est pas due en cas de vacance indépendante de la volonté du contribuable.

(1) Ce pourcentage est augmenté de 10 points par personne à charge.

(2) Lorsque ces personnes ne sont pas par ailleurs déjà exonérées de la taxe en vertu des dispositions de l'article 1414 du CGI (art. 120 de la loi de finances rectificative pour 2006).

(3) Cf. l'article 232 du CGI.

Pour plus de précisions sur le sujet, les services fiscaux ont élaboré une instruction spécifique à cette taxe d'habitation sur les logements vacants, à laquelle vous pouvez utilement vous référer (1).

III. – TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS NON BÂTIES (TFNB)

III. – 1. MAJORATION DE LA VALEUR LOCATIVE DE CERTAINS TERRAINS (ART. 1396 DU CGI)

La valeur locative cadastrale de certains terrains constructibles situés dans les zones urbaines délimitées par une carte communale, un plan local d'urbanisme ou un plan de sauvegarde et de mise en valeur peut être majorée, sur délibération du conseil municipal, pour la part de TFNB revenant aux communes et aux EPCI sans fiscalité propre, d'une valeur forfaitaire comprise entre 0 € et 3 €.

Cette libre modulation entre 0 € et 3 € résulte de l'article 114 de la loi de finances pour 2009. Elle laisse la possibilité d'appliquer des majorations comportant des centimes (autres que les 50 centimes qu'elles pouvaient déjà appliquer). Le plafond de la majoration n'est pas modifié.

La loi ne précise pas les impositions auxquelles cette modification est applicable pour la première fois ; cependant, les collectivités ayant l'obligation de délibérer avant le 1^{er} octobre de l'année précédant celle de l'imposition, la majoration incluse entre 0 € et 3 € ne pourra être appliquée qu'à compter des impositions établies au titre de l'année 2010, à condition que la collectivité ait délibéré avant le 1^{er} octobre 2009.

Pour plus de précisions sur les différentes modifications de l'article 1396 du CGI, vous pouvez vous référer à la circulaire, du 17 février 2009, n° NOR/INT/B/09/00033/C sur les informations fiscales utiles à la préparation des budgets primitifs locaux pour 2009 (page 9).

En ce qui concerne les impositions établies au titre de l'année 2009, la modulation de la valeur locative ne peut se fonder que sur les anciennes dispositions de la loi ENL, précisées par le décret du 19 décembre 2007 : la majoration ne peut s'élever qu'à 0,50 €, 1 €, 1,50 €, 2 €, 2,50 € ou 3 € par mètre carré, à condition que la collectivité ait délibéré avant le 1^{er} octobre 2008.

III. – 2. EXONÉRATION DES TERRAINS NOUVELLEMENT PLANTÉS EN NOYERS (ART. 1395 A DU CGI)

Cette exonération facultative doit être votée par les collectivités locales avant le 1^{er} octobre 2009. Cette date limite du 1^{er} octobre s'applique depuis 2004. Elle était antérieurement fixée au 1^{er} juillet. La délibération doit en préciser la durée, qui est au maximum de huit ans.

III. – 3. EXONÉRATION DES TERRAINS PLANTÉS EN OLIVIERS (ART. 1394 C DU CGI)

Les organes délibérants des communes ou EPCI à fiscalité propre peuvent, par délibération prise avant le 1^{er} octobre d'une année, exonérer de TFNB les terrains, agricoles ou non, qui sont plantés en oliviers.

III. – 4. EXONÉRATION DES TERRAINS PLANTÉS EN ARBRES TRUFFIERS (ART. 1395 B DU CGI)

Pour mémoire : l'exonération facultative et temporaire (quinze ans) des terrains plantés en arbres truffiers, prévue au I de l'article 1395 B du CGI, a été supprimée, en ce qui concerne les communes et les EPCI, par la loi de finances pour 2004 (art. 105).

L'exonération facultative et permanente des terrains plantés en arbres truffiers, prévue à l'article 1394 C du CGI, a été supprimée, en ce qui concerne les communes et les EPCI, par la loi relative au développement des territoires ruraux du 23 février 2005 (art. 43).

La loi de finances pour 2006 (art. 13) a institué une exonération de droit, à hauteur de 20 %, de l'ensemble des terrains agricoles (y compris ceux plantés de truffiers). Cette mesure, codifiée à l'article 1394 B *bis* du CGI, s'appliquait pour la première fois aux impositions établies au titre de 2006. Le coût de l'exonération est compensé par l'Etat.

A l'échéance des dispositifs d'exonération facultative ou en l'absence de délibération prise par les communes et EPCI, c'est l'exonération de 20 % des terrains agricoles qui s'applique. Cette exonération de droit ne nécessite pas de délibération des collectivités locales concernées.

(1) Cf. BOI 6 D-3-07 n° 69 du 14 mai 2007 (disponible sur le site www.impots.gouv.fr).

Depuis le 1^{er} janvier 2005, les terrains nouvellement plantés en arbres truffiers bénéficient d'une exonération de droit de TFNB d'une durée de cinquante ans. Cette exonération de droit ne nécessite pas de délibération des collectivités locales concernées (1).

III. – 5. DÉGRÈVEMENT À HAUTEUR DE 50 % POUR LES PARCELLES EXPLOITÉES PAR LES JEUNES AGRICULTEURS
(ART. 1647-00 *BIS* DU CGI)

L'article 1647-00 *bis* du CGI prévoit un dégrèvement automatique de 50 % de la TFNB des parcelles exploitées par les jeunes agriculteurs installés depuis 1995, pendant les cinq années suivant celle de leur installation. Ce dégrèvement est à la charge de l'Etat.

Un dégrèvement temporaire des 50 % restants est laissé à l'initiative des collectivités locales et de leurs groupements. La délibération doit fixer la durée du dégrèvement (cinq ans au plus, à compter de l'année suivant celle de l'installation) et doit être prise avant le 1^{er} octobre 2009 pour être applicable en 2010. Elle concerne les jeunes agriculteurs bénéficiant de la dotation d'installation ou des prêts à moyen terme spéciaux prévus aux articles R. 343-9 à R. 343-16 du code rural, ainsi que ceux qui ont souscrit un contrat territorial d'exploitation dans les conditions définies aux articles L. 311-3 et L. 341-1, R. 311-2, R. 341-7 à R. 341-13 et R. 341-14 à R. 341-15 du code rural.

Pour plus de précisions sur le sujet, les services fiscaux ont élaboré une instruction spécifique aux parcelles exploitées par les jeunes agriculteurs, à laquelle vous pouvez utilement vous référer (2).

III. – 6. EXONÉRATION POUR LES TERRAINS AGRICOLES EXPLOITÉS SELON LE MODE DE PRODUCTION BIOLOGIQUE
(ART. 1395 G DU CGI)

Les collectivités territoriales et les EPCI à fiscalité propre peuvent exonérer de la TFNB, par une délibération prise avant le 1^{er} octobre d'une année pour une application au 1^{er} janvier de l'année suivante et chacun pour la part qui le concerne, les terres, prés et prairies naturels, herbages et pâturages, vergers et cultures fruitières d'arbres et arbustes, vignes, bois, landes, lacs et étangs, jardins autres que les jardins d'agrément et terrains affectés à la culture maraîchère, florale et d'ornementation, pépinière qui relèvent de l'agriculture biologique.

L'exonération, d'une durée maximale de cinq ans, est applicable à compter de l'année qui suit celle au titre de laquelle une attestation d'engagement d'exploitation suivant le mode de production biologique a été délivrée pour la première fois par un organisme certificateur agréé.

L'exonération est applicable à compter des impositions établies au titre de l'année 2010 pour les parcelles exploitées selon le mode de production biologique au 1^{er} janvier 2009, sous réserve que le conseil municipal ait pris la délibération précitée avant le 1^{er} octobre 2009.

Pour plus de précisions sur le sujet, vous pouvez vous référer à la circulaire du 17 février 2009, n° NOR/INT/B/09/00033/C sur les informations fiscales utiles à la préparation des budgets primitifs locaux pour 2009 (page 13).

IV. – TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES (TFB)

A. – EXONÉRATIONS SUR DÉCISION DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Les collectivités locales ou leurs groupements à fiscalité propre qui souhaitent instituer les exonérations suivantes au titre de 2010 devront prendre les délibérations correspondantes avant le 1^{er} octobre 2009.

A. – 1. EXONÉRATION DES LOGEMENTS LOCATIFS ACQUIS AVEC L'AIDE DE L'ÉTAT
(ART. 1384 B, 1586 B ET 1599 *TER E* DU CGI)

Les communes et groupements de communes à fiscalité propre (1384 B), les départements (1586 B) et les régions (1599 *ter E*) peuvent exonérer, totalement ou partiellement, pour la part de TFB qui leur revient et pour une durée qu'ils déterminent, les logements faisant l'objet d'un bail à réhabilitation en application de l'article L. 252-1 du code de la construction et de l'habitation. La délibération portant exonération doit être prise avant le 1^{er} octobre de l'année précédant son application (3).

(1) Cf. le II de l'article 1395 B du CGI résultant de l'article 43 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux. Cet article a supprimé l'exonération facultative de TFNB afférentes aux terrains plantés en arbres truffiers que pouvaient mettre en œuvre, sans limitation de durée, les communes et leurs groupements à fiscalité propre en application des dispositions de l'article 1394 C du CGI.

(2) Cf. 6 B-1-02 n° 6 du 9 janvier 2002 (disponible sur le site www.impots.gouv.fr).

(3) Cf. l'article 1639 A *bis* du CGI.

Rappel : les logements pris à bail, à compter du 1^{er} janvier 2005, dans les conditions fixées par les articles L. 252-1 à L. 252-4 du code de la construction et de l'habitation, sont exonérés de plein droit de TFB pendant la durée de ce bail (1). Les pertes de recettes résultant de cette exonération sont compensées intégralement par l'État. Cette exonération de droit ne nécessite pas de délibération des collectivités locales concernées.

A. – 2. Prolongation de l'exonération des logements locatifs (art. 1586 A du CGI)

Les départements peuvent prolonger, pour une durée qu'ils déterminent, les exonérations de part départementale de TFB prévues aux articles 1384, 1384 A et 1385, II *bis*, en faveur :

- des habitations à loyer modéré ;
- des logements financés au moyen de prêts aidés par l'État ;
- des logements locatifs appartenant à certains organismes HLM ou à des SEM (2).

Cette délibération doit intervenir avant le 1^{er} octobre 2009 pour être applicable en 2010.

L'exonération prévue à l'article 1384 A concerne également les logements sociaux neufs à usage locatif dont les droits immobiliers ont été démembrés, lorsque l'usufruitier bénéficie d'un prêt aidé par l'État et a conclu une convention avec ce dernier.

A. – 3. EXONÉRATION DES LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX ACQUIS, PUIS AMÉLIORÉS, PAR DES PERSONNES PHYSIQUES AU MOYEN D'AIDES DE L'AGENCE NATIONALE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT (ART. 1383 E DU CGI)

Les collectivités territoriales et leurs groupements à fiscalité propre peuvent exonérer, pour la part de TFB qui leur revient, les logements locatifs sociaux acquis, à compter du 1^{er} janvier 2004, puis améliorés, par des personnes physiques au moyen d'aides de l'ANAH.

Ces logements doivent se situer dans une zone de revitalisation rurale (ZRR) et entrer dans le champ d'application de l'article L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation. La décision de subvention doit, par ailleurs, intervenir dans un délai de deux ans, au plus, à compter de l'année qui suit celle d'acquisition du logement.

Cette exonération, d'une durée de quinze ans, s'applique à compter de l'année qui suit l'achèvement des travaux d'amélioration. Elle peut prendre fin avant terme, si le logement n'a pas fait l'objet d'une location pendant une période continue d'au moins douze mois. Elle cesse alors de s'appliquer au 1^{er} janvier de l'année qui suit la période précitée.

La délibération doit intervenir avant le 1^{er} octobre 2009 pour être applicable en 2010.

A. – 4. EXONÉRATION DES ENTREPRISES NOUVELLES (ART. 1383 A DU CGI)

Les collectivités territoriales et leurs groupements à fiscalité propre peuvent exonérer, pour la part de TFB qui leur revient, les entreprises bénéficiant de l'exonération d'impôt sur les bénéfices, prévue aux articles 44 *sexies* et 44 *septies* du CGI, pour les établissements qu'elles ont créés ou repris à une entreprise en difficulté.

Pour les entreprises créées à compter du 1^{er} janvier 2004, cette exonération, lorsqu'elle est décidée, peut durer de deux à cinq ans.

Les délibérations prises par les conseils municipaux peuvent également s'appliquer à la cotisation de taxe professionnelle (art. 1464 B du CGI).

Les dispositions de l'article 44 *sexies* du CGI sont applicables aux entreprises exerçant une activité professionnelle non commerciale dans les ZRR (3). Ces entreprises, sous réserve d'avoir été créées à compter du 1^{er} janvier 2004, entrent, par conséquent, dans le champ d'application de l'article 1383 A du CGI.

Rappel : ce régime d'exonération ayant été considéré comme incompatible avec les règles communautaires applicables aux aides d'État (4), l'article 41 de la loi de finances rectificative pour 2004 l'a aménagé, notamment en plafonnant les aides accordées conformément aux règlements communautaires destinés à assurer le respect des règles de libre concurrence.

La Commission européenne a adopté, le 6 août 2008, un nouveau règlement général d'exemption par catégorie.

Ainsi, les articles 1383 A (TFB) et 1464 B (TP) ont été complétés par l'article 114 de la loi de finances rectificative pour 2008, afin de préciser ces nouvelles références. Le régime de l'exonération facultative temporaire de TFB en faveur des entreprises créant un établissement ou reprenant une entreprise en difficulté n'est pas modifié, mais seulement précisé

(1) Article 108 de la loi n° 2005-32 de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005.

(2) Article 1586 A du CGI.

(3) Cf. le IV de l'article 7 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux.

(4) Décision du 16 décembre 2003 de la Commission européenne.

par la référence aux règlements d'exemption de notification des aides d'Etat de la Commission européenne qui lui sont applicables. Le bénéfice de cette exonération est subordonné au respect des dispositions du même règlement communautaire que celui appliqué pour l'exonération dont l'entreprise bénéficie :

- soit sur le fondement de l'article 44 *sexies* (exonération pendant deux ans d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés pour les entreprises nouvelles implantées dans les ZRR ou dans les zones d'aide à finalité régionale) ;
- soit sur le fondement de l'article 44 *septies* (exonération pendant deux ans d'impôt sur les sociétés pour les entreprises créées pour reprendre une entreprise industrielle en difficulté).

Les sociétés bénéficiant d'une exonération d'impôt sur les sociétés pourront désormais être exonérées de TP et/ou de TFB dont elles sont redevables pour les établissements qu'elles ont créés ou repris à une entreprise en difficulté, sous réserve de respecter les dispositions relatives au régime des aides d'Etat (1).

Le montant de l'exonération est pris en compte dans le calcul du montant total d'aides dont bénéficie chaque entreprise et s'impute sur l'enveloppe globale de 200 000 € sur trois ans fixée par le règlement communautaire. L'exonération est, le cas échéant, plafonnée en cas de dépassement de cette somme.

Or pour 2009 et 2010, s'applique la mesure de l'ACML (*cf. supra*). Autrement dit, le seuil des ACML de 500 000 € s'applique sur 2009 et 2010. Tandis que le seuil *de minimis* de 200 000 € continue à s'appliquer pour l'année ou les années suivantes.

Ce montant *de minimis* de 200 000 € ou ACML de 500 000 € s'apprécie par entreprise et non par établissement et en cumulant l'ensemble des aides relevant du régime *de minimis* accordées à une même entreprise, quels que soient leur forme et leurs objectifs.

A. – 5. EXONÉRATION DE CINQ ANS APPLICABLE AUX PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ (ART. 1383 F DU CGI)

Les collectivités territoriales et leurs groupements à fiscalité propre peuvent exonérer de TFB les immeubles implantés, au 1^{er} janvier de l'année d'imposition, dans une zone de recherche et de développement d'un pôle de compétitivité (2), lorsque ces actions participent à un projet de recherche et de développement validé à compter du 1^{er} janvier 2005. Seuls les établissements d'entreprises participant à un projet agréé par l'Etat, selon des critères fixés par la loi, sont concernés par cette exonération.

La délibération doit être prise avant le 1^{er} octobre de l'année précédant l'année d'imposition.

Cette délibération porte sur la totalité de la part de TFB revenant à chaque collectivité territoriale et à chaque groupement à fiscalité propre. Elle doit être de portée générale et viser l'ensemble des immeubles entrant dans le champ d'application de l'exonération. Elle ne peut limiter le bénéfice de l'exonération à certains immeubles, ni en modifier la quotité ou la durée fixée par la loi. Elle est limitée à une période de cinq ans.

Par ailleurs, en vertu du règlement communautaire concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides *de minimis* et le régime ACML (*cf. supra*), elle est plafonnée à 500 000 € jusqu'au 31 décembre 2010 et à 200 000 € pour les années suivantes.

Cette exonération ne s'étend pas à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères due, le cas échéant, par l'entreprise.

Elle n'est pas cumulable avec d'autres régimes d'exonération de TFB prévus par le CGI, notamment :

- celui des entreprises nouvelles (art. 1383 A) ;
- celui relatif aux immeubles situés en ZFU affectés à une activité entrant dans le champ de la taxe professionnelle (art. 1383 B et 1383 C) ;
- celui relatif aux jeunes entreprises innovantes (1383 D).

Le contribuable doit préciser sous quel régime il entend se placer ; ce choix est irrévocable.

A. – 6. EXONÉRATION DE SEPT ANS DES ENTREPRISES INNOVANTES (ART. 1383 D DU CGI)

Les collectivités territoriales et leurs EPCI à fiscalité propre peuvent exonérer de TFB, par une délibération prise avant le 1^{er} octobre d'une année pour application l'année suivante, les immeubles appartenant à une jeune entreprise innovante existant au 1^{er} janvier 2004 ou créée entre cette date et le 31 décembre 2013. Cette exonération est d'une durée de sept ans.

Lorsque l'immeuble appartient à une entreprise existant au 1^{er} janvier 2004, celle-ci doit avoir été créée depuis moins de huit ans au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. Par ailleurs, l'entreprise doit avoir moins de sept ans au 1^{er} janvier de l'année au titre de laquelle elle prétend à l'exonération de TFB.

(1) Pour mémoire, ces entreprises pourront également, dans les mêmes conditions, être exonérées des taxes consulaires.

(2) Les pôles de compétitivité sont constitués par le regroupement, sur un même territoire, d'entreprises, d'établissements d'enseignement supérieur et d'organismes de recherche publics ou privés, qui ont vocation à travailler en synergie pour mettre en œuvre des projets de développement économique pour l'innovation.

Pour bénéficier de cette exonération, les entreprises doivent répondre aux critères suivants (1) :

- employer moins de 250 salariés ;
- réaliser un chiffre d'affaires inférieur à 40 M€ au cours de l'exercice ou afficher un bilan total inférieur à 27 M€ ;
- réaliser des dépenses dans le domaine de la recherche représentant au moins 15 % des charges engagées au titre de l'exercice ;
- avoir un capital détenu à 50 % au moins :
 - soit par des personnes physiques ;
 - soit par une société répondant aux mêmes conditions dont le capital est détenu pour 50 % au moins par des personnes physiques ;
 - soit par des sociétés de capital-risque, des fonds communs de placement à risque, des sociétés de développement régional, des sociétés financières d'innovation ou des sociétés unipersonnelles d'investissement à risque, à la condition qu'il n'existe pas de lien de dépendance au sens des deuxième à quatrième alinéas du 12 de l'article 39 entre la société en cause et ces dernières sociétés ou ces fonds ;
 - soit par des fondations ou associations reconnues d'utilité publique à caractère scientifique ;
 - soit par des établissements publics de recherche et d'enseignement ou leurs filiales ;
- ne pas être créée dans le cadre d'une concentration, d'une restructuration, d'une extension d'activités existantes ou d'une reprise des mêmes activités.

Cette exonération ne peut être cumulée avec celle concernant les entreprises nouvelles (2), ni avec celle applicable dans les zones franches urbaines (3). Dans ce cas, le contribuable doit opter pour l'un ou l'autre de ces régimes avant le 1^{er} janvier de l'année au titre de laquelle l'exonération prend effet, soit le 1^{er} janvier 2010 pour l'année d'imposition 2010.

Par ailleurs, elle est plafonnée à 500 000 € jusqu'au 31 décembre 2010 et à 200 000 € pour les années suivantes (cf. *supra*).

A. – 7. RÉDUCTION DE LA VALEUR LOCATIVE DE CERTAINES INSTALLATIONS FAVORABLES À L'ENVIRONNEMENT
PRISE EN COMPTE AU TITRE DU FONCIER BÂTI (ART. 1518 A DU CGI)

Les collectivités locales et leurs groupements à fiscalité propre peuvent réduire en totalité (au lieu de 50 %) la valeur locative :

- des installations destinées à lutter contre la pollution des eaux et de l'atmosphère, à économiser l'énergie ou à réduire le bruit visées aux articles 39 *quinquies* E et 39 *quinquies* F du CGI ;
- des matériels visés aux articles 39 AB, 39 *quinquies* DA du CGI.

Il est rappelé que la réduction, qu'elle soit de 50 % ou de 100 %, peut concerner à la fois la TP et la TFB, selon la nature des matériels concernés.

A. – 8. EXONÉRATION DES BÂTIMENTS AFFECTÉS À L'ACTIVITÉ DE DÉSHYDRATATION DE FOURRAGES
(ART. 1382 B DU CGI)

Les communes et les EPCI à fiscalité propre peuvent, par délibération prise avant le 1^{er} octobre pour application au 1^{er} janvier de l'année suivante, exonérer de la TFB les bâtiments affectés à l'activité de déshydratation de fourrages, à l'exclusion de ceux abritant les presses et les séchoirs.

A. – 9. EXONÉRATION DE CERTAINS IMMEUBLES OCCUPÉS PAR LES GROUPEMENTS DE COOPÉRATION SANITAIRE
(ART. 1382 C DU CGI)

Les collectivités territoriales et leurs groupements à fiscalité propre peuvent accorder une exonération de TFB, pour la part qui leur revient, aux immeubles ou parties d'immeubles appartenant à des établissements participant au service public hospitalier et qui sont affectés aux activités médicales des groupements de coopération sanitaire (4) qui comptent parmi leurs membres au moins un établissement ou organisme public.

L'exonération est subordonnée à une délibération des collectivités concernées avant le 1^{er} octobre de l'année précédant l'année d'imposition.

(1) Les conditions requises en matière de TFB sont celles que l'entreprise doit remplir pour bénéficier de l'exonération de TP prévue à l'article 1466 D au titre des établissements qu'elle exploite. Pour plus d'information sur ces conditions, il convient de se reporter au BOI 6 E-4-06, qui précise les conditions relatives à l'effectif salarié, au chiffre d'affaires et au total de bilan, à l'âge de l'entreprise, à la composition du capital et au volume de dépenses de recherche réalisées, requises pour bénéficier de l'exonération de TP prévue par l'article 1466 D.

(2) Cf. l'article 1383 A du CGI commenté *supra*.

(3) Cf. les articles 1383 B et C commentés *infra*.

(4) Cf. l'article L. 6133-1 du code de la santé publique.

A. – 10. EXONÉRATION DE CERTAINS ÉTABLISSEMENTS HÔTELIERS SITUÉS EN ZONE DE REVITALISATION RURALE
(ART. 1383 E *BIS* DU CGI)

Les collectivités territoriales et leurs groupements à fiscalité propre situés en ZRR peuvent accorder une exonération de TFB, chacun pour la part qui lui revient et par délibération de portée générale prise avant le 1^{er} octobre d'une année pour application au 1^{er} janvier de l'année suivante :

- aux hôtels (pour les locaux affectés exclusivement à une activité d'hébergement) ;
- aux locaux meublés à titre de gîte rural ;
- aux meublés de tourisme ;
- aux chambres d'hôtes.

L'exonération peut porter sur l'ensemble de ces catégories d'hébergement ou sur l'une d'entre elles. Par ailleurs, elle est plafonnée à 500 000 € jusqu'au 31 décembre 2010 et à 200 000 € pour les années suivantes (*cf. supra*).

A. – 11. EXONÉRATION DE CERTAINS LOGEMENTS ANCIENS ÉCONOMES EN ÉNERGIE (ART. 1383-0 B DU CGI)

Les collectivités territoriales et leurs EPCI à fiscalité propre peuvent exonérer de la TFB, totalement ou partiellement et chacun pour la part qui le concerne, les logements achevés avant le 1^{er} janvier 1989 pour lesquels leur propriétaire a engagé un montant minimum de dépenses d'équipement en faveur des économies d'énergie, effectuées à compter du 1^{er} janvier 2007 et ouvrant droit au crédit d'impôt sur le revenu prévu à l'article 200 *quater* du CGI.

L'exonération doit être décidée par délibération prise avant le 1^{er} octobre d'une année pour application au 1^{er} janvier de l'année suivante.

Cette exonération, applicable pour une durée de cinq ans à compter de l'année suivant celle du paiement du montant total des dépenses mentionnées ci-dessus, peut être de 50 % ou de 100 % de la cotisation de TFB. Elle ne peut pas être renouvelée au cours des dix années suivant celle de l'expiration d'une période d'exonération.

Lorsque cette exonération entre en concurrence avec l'exonération de droit des logements sociaux dans les zones de reconversion rurale (1), cette dernière l'emporte.

A. – 12. EXONÉRATION DES CONSTRUCTIONS AFFECTÉES À L'HABITATION ÉDIFIÉES ANTÉRIEUREMENT À LA MISE EN PLACE D'UN PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (ART. 1383 G DU CGI)

Les collectivités territoriales et leurs EPCI à fiscalité propre peuvent exonérer, à concurrence de 25 % ou de 50 %, par délibération prise avant le 1^{er} octobre d'une année pour application l'année suivante, les constructions affectées à l'habitation achevées antérieurement à la mise en place d'un plan de prévention des risques technologiques (2) et situées dans le périmètre d'exposition aux risques prévu par le plan (zone « SEVESO »).

La délibération de chaque collectivité territoriale ou groupement à fiscalité propre porte sur la part qui lui revient et fixe un taux unique d'exonération pour les constructions en cause.

Lorsque l'exonération vient en concurrence avec celle prévue à l'article 1383 E du code général des impôts (3), cette dernière s'applique.

A. – 13. EXONÉRATION DES LOGEMENTS NEUFS PRÉSENTANT UN NIVEAU ÉLEVÉ DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE GLOBALE
(ART. 1383-0 B *BIS* DU CGI)

Les collectivités territoriales et les EPCI dotés d'une fiscalité propre peuvent, par une délibération prise avant le 1^{er} octobre d'une année pour une application au 1^{er} janvier de l'année suivante et chacun pour la part qui le concerne, exonérer de TFB, en totalité ou à hauteur de 50 %, les logements neufs achevés à compter du 1^{er} janvier 2009 dont le niveau de performance énergétique globale est supérieur à celui qu'impose la législation en vigueur. Le niveau élevé de performance énergétique globale est déterminé dans des conditions fixées par décret.

L'exonération s'applique à compter de l'année qui suit celle de l'achèvement de la construction, pendant une durée que chaque collectivité ou EPCI détermine, mais qui ne peut être inférieure à cinq ans.

L'exonération est applicable à compter des impositions établies au titre de l'année 2010 pour les logements neufs achevés au 1^{er} janvier 2009, sous réserve que le conseil municipal ait pris la délibération précitée avant le 1^{er} octobre 2009. Toutefois, la mesure n'est pas applicable tant que le décret définissant le niveau élevé de performance énergétique n'a pas été publié. Si cette publication n'intervient pas avant la date limite de délibération, l'exonération ne pourra s'appliquer qu'aux impositions établies au titre de l'année 2011.

(1) *Cf.* l'article 1383 E du CGI.

(2) *Cf.* l'article L. 515-15 du code de l'environnement.

(3) Exonération facultative en ZRR des logements sociaux acquis et améliorés au moyen d'une aide de l'ANAH.

Pour plus de précisions sur le sujet, nous vous renvoyons à la circulaire, du 17 février 2009, n° NOR/INT/B/09/00033/C sur les informations fiscales utiles à la préparation des budgets primitifs locaux pour 2009 (page 15).

A. – 14. EXONÉRATION DE CERTAINS IMMEUBLES SITUÉS DANS LES NOUVELLES ZONES DE RESTRUCTURATION DE DÉFENSE (ZRD) (ART. 1383 I DU CGI)

Les collectivités territoriales et EPCI à fiscalité propre peuvent, par délibération prise avant le 1^{er} octobre de l'année qui précède l'année d'imposition, exonérer de TFB les immeubles situés dans les ZRD et rattachés à un établissement remplissant les conditions requises pour bénéficier de la nouvelle exonération de taxe professionnelle (TP) créée pour les ZRD. L'exonération porte sur la totalité de la part revenant à chaque collectivité territoriale ou EPCI à fiscalité propre.

La durée de cette exonération est identique à celle afférente à la TP (1) : elle s'applique à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle où est intervenu le rattachement à un établissement remplissant les conditions d'éligibilité et cesse de s'appliquer à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle où les immeubles ne sont plus affectés à une activité entrant dans le champ d'application de la TP.

L'exonération est applicable à compter des impositions établies au titre de l'année 2010, sous réserve que le conseil municipal ait pris la délibération précitée avant le 1^{er} octobre 2009.

Par ailleurs, elle est plafonnée à 500 000 € jusqu'au 31 décembre 2010 et à 200 000 € pour les années suivantes (*cf. supra*).

Pour plus de précisions sur le sujet, nous vous renvoyons à la circulaire, du 17 février 2009, n° NOR/INT/B/09/00033/C sur les informations fiscales utiles à la préparation des budgets primitifs locaux pour 2009 (page 17).

B. – EXONÉRATIONS DE DROIT, SAUF DÉCISION CONTRAIRE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Les collectivités locales ou leurs groupements à fiscalité propre qui souhaitent s'opposer, à compter de 2010, aux exonérations de droit suivantes devront prendre les délibérations correspondantes avant le 1^{er} octobre 2009.

B. – 1. EXONÉRATION DES CONSTRUCTIONS NOUVELLES (ART. 1383 DU CGI)

L'article 1383 du CGI exonère de TFB, pour une durée de deux ans à compter de leur achèvement, les constructions nouvelles, les reconstructions et additions de construction, et les conversions de bâtiments ruraux en maisons. L'exonération porte sur les parts régionale, départementale et communale de la taxe. En ce qui concerne la part perçue au profit des communes et de leurs groupements, l'exonération ne concerne, depuis 1992, que les locaux à usage d'habitation.

Les communes et leurs groupements peuvent, pour la part de taxe leur revenant, supprimer cette exonération de deux ans. Cette suppression ne peut cependant concerner que les immeubles à usage d'habitation achevés à compter du 1^{er} janvier 1992, qui ne sont pas financés au moyen de prêts aidés de l'Etat prévus aux articles L. 301-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation ou de prêts visés à l'article R. 331-63 du même code.

B. – 2. EXONÉRATION DANS LES ZONES FRANCHES URBAINES (ART. 1383 B, 1383 C ET 1383 C BIS DU CGI)

Les exonérations de TFB des immeubles situés dans une zone franche urbaine (ZFU) et affectés à une activité entrant dans le champ d'application de la TP font l'objet de trois articles, détaillés ci-dessous.

Il s'agit d'exonérations de droit, sauf délibération contraire des collectivités locales ou de leurs établissements publics de coopération intercommunale prise avant le 1^{er} octobre d'une année pour application au 1^{er} janvier de l'année suivante et d'une durée de cinq ans.

Par ailleurs, elle est plafonnée à 500 000 € jusqu'au 31 décembre 2010 et à 200 000 € pour les années suivantes (*cf. supra*).

Exonération prévue à l'article 1383 B du CGI

Cette exonération s'applique aux immeubles affectés, entre le 1^{er} janvier 1997 et le 2 avril 2006 (2), à une activité entrant dans le champ de la TP ou faisant l'objet, après le 1^{er} janvier 1997, d'un changement d'exploitant.

En cas de changement d'exploitant entre le 1^{er} janvier 2002 et le 2 avril 2006, l'exonération est maintenue pour la période restant à courir et dans les conditions prévues pour le prédécesseur.

Pour bénéficier de cette exonération, l'entreprise doit se situer dans une ZFU dite « de 1^{re} génération » (3).

(1) La durée de l'exonération est de cinq ans ; elle commence, en cas de création d'établissement, l'année qui suit la création et, en cas d'extension d'établissement, la 2^e année qui suit l'extension.

(2) Date de publication de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances.

(3) La liste de ces ZFU figure au I de l'annexe à la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996.

Exonération prévue à l'article 1383 C du CGI

Cette exonération s'applique aux immeubles affectés, entre le 1^{er} janvier 2004 et le 2 avril 2006, à une activité entrant dans le champ d'application de la TP. En cas de changement d'exploitant au cours d'une période d'exonération, celle-ci est maintenue pour la période restant à courir et dans les conditions prévues pour le prédécesseur.

Pour bénéficier de cette exonération, l'entreprise doit se situer dans une ZFU dite « de 2^e génération » (1).

Par ailleurs, elle est plafonnée à 500 000 € jusqu'au 31 décembre 2010 et à 200 000 € pour les années suivantes (cf. *supra*).

Exonération prévue à l'article 1383 C bis du CGI

Depuis le 1^{er} août 2006 (2), de nouvelles ZFU, dites « de 3^e génération », ont été créées dans des quartiers de plus de 8 500 habitants particulièrement défavorisés au regard des critères pris en compte pour la détermination des zones de redynamisation urbaine (ZRU).

Les immeubles rattachés, entre le 1^{er} janvier 2006 et le 31 décembre 2011, à un établissement faisant l'objet d'une création ou d'une extension d'activités au cours de cette même période et situés dans une ZFU (1^e, 2^e ou 3^e génération) bénéficient d'une exonération de TFB (3).

Cette exonération ne peut être cumulée avec :

- l'exonération des entreprises nouvelles (art. 1383 A) ;
- les autres exonérations applicables dans les ZFU (art. 1383 B et C) ;
- l'exonération des pôles de compétitivité (art. 1383 F) ;
- l'exonération des jeunes entreprises innovantes (art. 1383 D).

Le contribuable doit opter pour l'un ou l'autre de ces régimes avant le 1^{er} janvier de l'année au titre de laquelle l'exonération prend effet. Cette option est irrévocable.

Par ailleurs, elle est plafonnée à 500 000 € jusqu'au 31 décembre 2010 et à 200 000 € pour les années suivantes (cf. *supra*).

B. – 3. EXONÉRATION DANS LES BASSINS D'EMPLOI À REDYNAMISER (ART. 1383 H DU CGI)

Les immeubles rattachés entre le 1^{er} janvier 2007 et le 31 décembre 2011 à des établissements créés ou étendus dans un bassin d'emploi à redynamiser (4) et remplissant les conditions pour bénéficier de l'exonération de TP sont exonérés de TFB pendant cinq ans.

Les collectivités territoriales et leurs groupements à fiscalité propre peuvent s'opposer à l'application de cette exonération par délibération prise avant le 1^{er} octobre d'une année pour application l'année suivante.

Par ailleurs, elle est plafonnée à 200 000 € en vertu du règlement communautaire concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides *de minimis*.

Toutefois, sur option des entreprises propriétaires d'un immeuble dans une ZAFR, le bénéfice de l'exonération est subordonné à un autre règlement. Jusqu'à l'intervention de la loi de finances rectificative pour 2008, ce dernier était le règlement (CE) n° 1628/2006 de la Commission du 24 octobre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides nationales à l'investissement à finalité régionale. Désormais, le règlement applicable est l'article 13 du règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (règlement général d'exemption par catégorie).

Suite à l'application du régime temporaire ACML (cf. *supra*), cette exonération est plafonnée à 500 000 € jusqu'au 31 décembre 2010 et à 200 000 € pour les années suivantes.

B. – 4. ABATTEMENT SUR LES BASES DE CERTAINS LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX DANS LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER (ART. 1388 TER DU CGI)

Un abattement de 30 % est opéré sur la base d'imposition de la TFB de certains logements locatifs sociaux dans les quatre départements d'outre-mer.

Les collectivités territoriales et leurs groupements à fiscalité propre peuvent s'opposer à l'application de cet abattement par délibération prise avant le 1^{er} octobre d'une année pour application l'année suivante.

(1) La liste de ces ZFU figure au I bis de l'annexe à la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996.

(2) En vertu de l'article 26 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances.

(3) Cf. l'article 29 de la même loi.

(4) Les bassins d'emploi à redynamiser sont définis par l'article 42 de la loi du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, modifiée notamment par l'article 130 de la loi de finances rectificative pour 2006.

L'abattement est applicable pour les impositions établies au titre des cinq années suivant celle de l'achèvement des travaux, qui doit intervenir au plus tard le 31 décembre 2016.

Il concerne les logements à usage locatif appartenant aux catégories suivantes :

- les logements construits, améliorés ou acquis puis améliorés avec le concours financier de l'Etat ;
- les logements qui ouvrent droit à l'aide personnalisée au logement et qui appartiennent à des organismes d'habitations à loyer modéré (1) ou à des sociétés d'économie mixte (2).

Par ailleurs, pour bénéficier de l'abattement, les logements doivent faire l'objet de travaux d'amélioration, avec le concours financier de l'Etat défini à l'article L. 301-2 du code de la construction et de l'habitation, pour être davantage protégés des risques naturels prévisibles (3).

Cet abattement ne peut être cumulé avec celui applicable de plein droit sur l'ensemble du territoire (art. 1388 *bis* du CGI). Dans ce cas, le contribuable doit opter pour l'un ou l'autre de ces régimes avant le 1^{er} janvier de l'année au titre de laquelle l'abattement retenu prend effet.

Toutefois, le bénéfice des dispositions de l'article 1388 *ter* est accordé à l'expiration de la période d'application de l'abattement prévu par l'article 1388 *bis*, sous déduction du nombre d'années au titre desquelles cet abattement a été pratiqué.

C. – TAXE ET REDEVANCE D'ENLÈVEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES (TEOM-REOM)

Rappel : pour de plus amples informations, vous pouvez utilement vous reporter aux circulaires suivantes, qui traitent spécifiquement du service d'élimination des déchets ménagers :

- circulaire NOR INT/B/00/00249/C du 10 novembre 2000 ;
- circulaire NOR LBL/B/02/10002/C du 13 juin 2002 ;
- circulaire NOR MCT/B/05/10008/C du 15 juillet 2005 ;
- circulaire NOR MCT/B/06/00046/C du 28 avril 2006.

C. – 1. INSTITUTION DE LA TAXE D'ENLÈVEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES (TEOM)

Principe

La TEOM ne peut être instituée que par une commune, un EPCI ou un syndicat mixte bénéficiant de l'ensemble de la compétence d'élimination des déchets ménagers et assurant au moins la collecte (4).

Les communes et les EPCI répondant à la définition précitée et désirant instituer cette taxe doivent prendre avant le 15 octobre d'une année pour application au 1^{er} janvier de l'année qui suit une délibération en ce sens.

Les syndicats mixtes doivent, quant à eux, adopter cette délibération avant le 1^{er} juillet d'une année pour application au 1^{er} janvier de l'année qui suit.

Les EPCI à fiscalité propre créés *ex nihilo* peuvent instituer la TEOM jusqu'au 15 janvier de l'année qui suit celle de leur création.

Les EPCI et les syndicats mixtes issus de fusion peuvent instituer la TEOM jusqu'au 15 janvier de l'année qui suit celle de la fusion.

Enfin, une communauté de communes issue de la transformation à périmètre constant d'un syndicat de communes qui percevait la TEOM peut instituer cette taxe jusqu'au 31 mars de l'année qui suit celle de la transformation pour la percevoir au titre de cette même année.

L'année de création, de fusion ou de transformation correspond à celle au cours de laquelle l'arrêté de création, de fusion ou de transformation a été signé par le préfet compétent.

Régime dérogatoire

Les communes, d'une part, les EPCI à fiscalité propre dotés dans leurs statuts de la compétence de collecte et traitement des ordures ménagères, d'autre part, qui adhèrent à un syndicat mixte compétent pour la collecte et le traitement peuvent instituer la TEOM, pour leur propre compte, dans le cas où le syndicat mixte ne l'aurait pas instituée avant le 1^{er} juillet d'une année (5).

(1) Organismes définis à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation.

(2) Sociétés visées aux articles L. 472-1-1 et L. 481-1-1 du même code.

(3) Inondations, mouvements de terrain, avalanches, incendies de forêt, séismes, éruptions volcanique, tempêtes de cyclones.

(4) Cf. la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999.

(5) Cette possibilité est prévue au II de l'article 1520 du CGI en ce qui concerne les communes et au a de l'article 1609 *nonies A ter* du même code s'agissant des EPCI.

Lorsque le syndicat mixte compétent a institué la TEOM avant le 1^{er} juillet, les EPCI à fiscalité propre précités peuvent la percevoir en lieu et place du syndicat mixte (1).

Ces délibérations doivent intervenir avant le 15 octobre d'une année pour application au 1^{er} janvier de l'année qui suit.

La date limite de délibération est fixée au 15 janvier de l'année qui suit celle de leur création ou la fusion pour les EPCI à fiscalité propre créés *ex nihilo* et les EPCI issus de fusion.

C. – 2. PLAFONNEMENT DES VALEURS LOCATIVES DES BIENS PASSIBLES DE TEOM (ART. 1522 DU CGI)

Les communes, les EPCI et les syndicats mixtes qui détiennent l'ensemble de la compétence « élimination des déchets ménagers » et exercent au moins la collecte ont la possibilité de plafonner les valeurs locatives des locaux à usage d'habitation (locaux non professionnels) et de chacune de leurs dépendances, dans la limite d'un montant qui ne peut être inférieur à deux fois le montant de la valeur locative moyenne communale des locaux d'habitation.

Cette possibilité est aussi ouverte aux communes et EPCI à fiscalité propre membres d'un syndicat mixte, mais percevant la TEOM pour leur propre compte en application du régime dérogatoire.

Le plafonnement des valeurs locatives permet d'appliquer le taux de TEOM à une base plus réduite et, notamment, de diminuer les cotisations des personnes isolées propriétaires d'un logement de grande superficie.

Le plafonnement des valeurs locatives est institué par délibération adoptée par l'assemblée compétente avant le 15 octobre d'une année pour être applicable au 1^{er} janvier de l'année qui suit.

La date limite de délibération est fixée au 15 janvier de l'année qui suit celle de la création ou de la fusion pour les EPCI à fiscalité propre créés *ex nihilo*, les EPCI et syndicats mixtes issus de fusion.

C. – 3. EXONÉRATIONS

Exonérations sur décision des collectivités locales

L'assemblée délibérante des communes ou de leurs groupements compétents pour instituer la TEOM a la possibilité d'accorder :

- une exonération aux propriétaires de locaux à usage commercial ou industriel ;
- ou une réduction de son montant, inférieure à 75 %, aux propriétaires d'immeubles munis d'un appareil d'incinération des ordures ménagères répondant aux conditions de fonctionnement fixées par un arrêté du maire ou par le règlement d'hygiène de la commune qui en font la demande ;
- une exonération aux locaux dont disposent les redevables de la redevance spéciale d'élimination des déchets assimilés aux déchets ménagers.

Toutes ces délibérations doivent être adoptées avant le 15 octobre pour être applicables au 1^{er} janvier suivant.

La date limite de délibération est fixée au 15 janvier de l'année qui suit celle de la création ou de la fusion pour les EPCI à fiscalité propre créés *ex nihilo*, les EPCI et syndicats mixtes issus de fusion.

Faculté de supprimer l'exonération de TEOM dont bénéficient les locaux situés dans une partie de la commune ou du groupement où le service ne fonctionne pas

Sauf délibération contraire, les locaux situés dans la partie de la commune où ne fonctionne pas le service d'enlèvement des ordures ménagères sont exonérés de droit de TEOM (2).

Les communes et les organes délibérants des groupements compétents en matière d'élimination des déchets ménagers peuvent s'opposer à cette exonération par une délibération de portée générale, adoptée avant le 15 octobre d'une année pour application à compter du 1^{er} janvier de l'année suivante.

Les communes et EPCI à fiscalité propre membres d'un syndicat mixte et percevant la TEOM pour leur propre compte, en application du régime dérogatoire, sont compétents pour adopter cette délibération.

La date limite de délibération est fixée au 15 janvier de l'année qui suit celle de la création ou de la fusion pour les EPCI à fiscalité propre créés *ex nihilo*, les EPCI et syndicats mixtes issus de fusion.

(1) Cf. le b de l'article 1609 *nonies A ter* du CGI.

(2) Cf. le 4^o du III de l'article 1521 du CGI.

C. – 4. ZONAGES

Zonage autour d'une installation de transfert ou d'élimination des déchets

Afin de faciliter l'implantation des installations de transfert et d'élimination des déchets prévues par un plan départemental d'élimination des déchets ménagers, les communes, les EPCI et les syndicats mixtes compétents peuvent définir une zone, d'un rayon de 1 kilomètre au plus, sur laquelle ils votent un taux de TEOM différent (1).

Les communes et EPCI à fiscalité propre membres d'un syndicat mixte et percevant la TEOM pour leur propre compte en application du régime dérogatoire entrent dans le champ d'application de cette disposition (2).

La définition d'un tel périmètre met fin à la possibilité d'y définir des zones en fonction de l'importance du service rendu.

Le zonage doit être institué par délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant du groupement avant le 15 octobre d'une année pour être applicable au 1^{er} janvier suivant.

La date limite de délibération est fixée au 15 janvier de l'année qui suit celle de la création ou de la fusion pour les EPCI à fiscalité propre créés *ex nihilo*, les EPCI et syndicats mixtes issus de fusions.

Cette délibération détermine précisément les parcelles cadastrales concernées. Elle demeure en vigueur tant qu'elle n'a pas été rapportée.

Le groupement (EPCI ou syndicat mixte) qui accueille un ou plusieurs nouveaux membres peut délibérer, jusqu'au 15 janvier de l'année qui suit ce rattachement, pour confirmer les zones spécifiques autour des installations de transfert et d'élimination des déchets ménagers précédemment instituées sur les périmètres de ses nouveaux membres (3).

Cette délibération ne peut toutefois pas délimiter des zones infracommunales ou supracommunales différentes de celles définies sur le territoire de la commune ou de l'EPCI antérieurement à son rattachement.

A défaut ces zones sont supprimées.

Zonage pour service rendu

Par ailleurs, les communes ou les groupements de communes compétents en matière d'élimination des déchets ménagers peuvent voter, sur leur territoire, des taux de TEOM différents en vue de proportionner le montant de la taxe à l'importance du service rendu apprécié en fonction des conditions de sa réalisation et de son coût (4).

Les communes et EPCI à fiscalité propre membres d'un syndicat mixte et percevant la TEOM pour leur propre compte en application du régime dérogatoire entrent dans le champ d'application de cette disposition.

Le zonage doit être institué par délibération du conseil municipal, du conseil communautaire ou du comité syndical, adoptée avant le 15 octobre d'une année pour être applicable au 1^{er} janvier de l'année suivante.

Cette délibération doit mentionner les critères permettant de justifier que le service est rendu dans des conditions objectivement différentes sur certaines parties du territoire. Elle doit également délimiter avec précision les différentes zones concernées à partir des plans cadastraux.

Pour les EPCI à fiscalité propre créés *ex nihilo*, les EPCI et les syndicats mixtes issus de fusion, la date limite de délibération est fixée au 15 janvier de l'année qui suit celle de la création ou de la fusion.

La modification du service rendu à l'usager ou du périmètre du groupement qui a institué un zonage implique une mise à jour parallèle du zonage pour service rendu. Cette modification de zonage doit être adoptée par délibération de l'assemblée compétente prise avant le 15 octobre pour être applicable au 1^{er} janvier de l'année suivante.

Le groupement (EPCI ou syndicat mixte) qui accueille un ou plusieurs nouveaux membres peut délibérer jusqu'au 15 janvier de l'année qui suit ce rattachement pour les intégrer dans son zonage pour service rendu (5).

Cette délibération ne peut toutefois pas délimiter des zones infracommunales ou supracommunales différentes de celles définies sur le territoire de la commune ou de l'EPCI antérieurement à son rattachement.

A défaut de délibération, les zones existant sur le périmètre des nouveaux membres avant leur rattachement sont supprimées et un taux unique s'appliquera sur leur périmètre.

(1) Cf. l'article 1636 B *sexies* III du CGI.

(2) Cf. l'article 1609 *quater* du CGI.

(3) Cf. le II de l'article 102 de la loi de finances initiale pour 2006.

(4) Cf. les articles 1609 *quater* et 1636 B *sexies* III du CGI.

(5) Cf. le II de l'article 102 de la loi de finances initiale pour 2006.

Zonage de lissage progressif des taux de TEOM

A titre dérogatoire, les EPCI et les syndicats mixtes sur le territoire desquels le taux de TEOM n'est pas unifié (absence d'unification des taux au titre de 2004, première institution de la TEOM, rattachement de nouveaux membres) peuvent voter, pour une période qui ne peut excéder dix ans, des taux de TEOM différents sur leur périmètre, afin de limiter les hausses de cotisation liées à l'harmonisation à l'échelon intercommunal des modes de financement du service (1).

Les EPCI à fiscalité propre membres d'un syndicat mixte et percevant la TEOM pour leur propre compte en application du régime dérogatoire sont aussi en mesure d'appliquer cette disposition.

La délibération afférente doit intervenir avant le 15 octobre de l'année pour une application l'année suivante. Elle doit également mentionner la composition des zones.

La date limite de délibération est fixée au 15 janvier de l'année qui suit celle de la création ou de la fusion pour les EPCI à fiscalité propre créés *ex nihilo*, les EPCI et syndicats mixtes issus de fusion.

Les zones instituées dans le cadre d'un lissage progressif des taux de TEOM n'ont pas à respecter les périmètres des communes. Elles peuvent ainsi être infracommunales ou associer des portions du territoire de différentes communes.

Le groupement (EPCI ou syndicat mixte) qui accueille un ou plusieurs nouveaux membres peut délibérer, jusqu'au 15 janvier de l'année qui suit ce rattachement pour intégrer ses nouveaux membres dans le zonage de lissage des taux de TEOM (2).

Cette dernière délibération ne peut toutefois pas délimiter des zones infracommunales ou supracommunales différentes de celles définies sur le territoire de la commune ou de l'EPCI antérieurement à son rattachement.

A défaut de délibération, les zones existant sur le périmètre des nouveaux membres avant leur rattachement sont supprimées et un taux unique s'appliquera sur l'ensemble de leur périmètre.

V. – TAXE PROFESSIONNELLE (TP)

V. – 1. EXONÉRATIONS TEMPORAIRES DE TAXE PROFESSIONNELLE

A. – EXONÉRATIONS SUR DÉCISION DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Les collectivités locales qui souhaitent instituer en 2010 les exonérations suivantes, ou qui souhaitent modifier les délibérations antérieures, devront prendre les délibérations correspondantes avant le 1^{er} octobre 2009, sauf exception (*cf.* A. – 13).

A. – 1. EXONÉRATION DES CAISSES DE CRÉDIT MUNICIPAL (ART. 1464 DU CGI)

Les conseils municipaux peuvent décider d'exonérer de TP, totalement ou partiellement, les caisses de crédit municipal.

A. – 2. EXONÉRATION DE CERTAINES ENTREPRISES DE SPECTACLES (ART. 1464 A DU CGI)

Les collectivités territoriales ou leurs groupements à fiscalité propre peuvent exonérer de TP :

- dans la limite de 100 %, certaines entreprises de spectacles (3) ;
- dans la limite de 100 %, les établissements de spectacles cinématographiques qui réalisent, en moyenne hebdomadaire, moins de 7 500 entrées (4) et bénéficient d'un classement « art et essai » au titre de l'année de référence ;
- dans la limite de 66 %, les établissements de spectacles cinématographiques situés dans des communes de moins de 100 000 habitants et qui réalisent, en moyenne hebdomadaire, moins de 2 000 entrées ;
- dans la limite de 33 %, tous les autres établissements de spectacles cinématographiques.

(1) *Cf.* les articles 1609 *quater* et 1636 B *sexies* III du CGI.

(2) *Cf.* le II de l'article 102 de la loi de finances initiale pour 2006.

(3) Il s'agit des entreprises classées dans les cinq premières catégories définies à l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 (théâtres nationaux, autres théâtres, tournées théâtrales, concerts, cabarets artistiques).

(4) Ce seuil a été modifié par l'article 76 de la loi de finances initiale pour 2008, qui l'a porté de 5 000 à 7 500 entrées.

A – 3. EXONÉRATION POUR LES LIBRAIRIES INDÉPENDANTES (ART. 1464 I DU CGI)

L'article 1464 I du CGI (1) prévoit que les collectivités territoriales ou leurs EPCI à fiscalité propre peuvent instituer, par une délibération de portée générale, adoptée avant le 15 octobre d'une année pour être applicable au 1^{er} janvier de l'année suivante, une exonération de TP en faveur des entreprises qui disposent, au 1^{er} janvier de l'année d'imposition, du label de « librairie indépendante de référence » délivré par l'autorité administrative.

Pour bénéficier de cette exonération, ces établissements doivent répondre, au cours de l'avant-dernière année précédant celle de l'imposition ou du dernier exercice de douze mois clos au cours de cette même année, lorsque cet exercice ne coïncide pas avec l'année civile, aux trois conditions suivantes :

- être une petite ou moyenne entreprise au sens du droit communautaire (2) ;
- avoir son capital détenu, de manière continue et à hauteur de 50 % au moins, soit par des personnes physiques, soit par une PME dont le capital est détenu à hauteur de 50 % au moins par des personnes physiques ;
- ne pas être liée à une autre entreprise par un contrat de concession ou de franchise défini par l'article L. 330-3 du code de commerce.

Par ailleurs, cette exonération est plafonnée à 200 000 € en vertu du règlement communautaire concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides *de minimis*.

Pour l'application de ces dispositions, le décret n° 2009-395 du 8 avril 2009 relatif au label de librairie indépendante de référence est venu fixer les conditions de délivrance de ce label de librairie indépendante de référence (LIR).

A. – 4. EXONÉRATION DES MÉDECINS, AUXILIAIRES MÉDICAUX ET VÉTÉRINAIRES EXERÇANT EN MILIEU RURAL
OU EN ZONE DE REVITALISATION RURALE (ART. 1464 D DU CGI)

Peuvent être exonérés de TP, sur délibération des collectivités territoriales ou de leurs groupements à fiscalité propre, pour une durée de deux à cinq ans à compter de l'année qui suit celle de leur installation, les médecins et auxiliaires médicaux mentionnés aux livres I et III de la quatrième partie du code de la santé publique qui remplissent les conditions cumulées suivantes :

- exercer son activité à titre libéral ;
- être soumis à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéficiaires non commerciaux ;
- s'installer ou se regrouper dans une commune de moins de 2 000 habitants ou dans une ZRR (3).

Sous certaines conditions (espèce, nombre d'animaux concernés par le mandat), une exonération identique peut être prise au bénéfice des vétérinaires investis du mandat sanitaire prévu à l'article L. 221-11 du code rural.

Cette délibération, qui doit être prise avant le 1^{er} octobre d'une année pour application au 1^{er} janvier de l'année suivante, demeure applicable tant qu'elle n'a pas été modifiée ou rapportée et tant que le recensement général ne fait pas apparaître une population égale ou supérieure à 2 000 habitants.

Elle ne peut bénéficier aux créations d'établissement résultant d'un transfert lorsque le redevable, précédemment installé dans une ZRR, a déjà bénéficié, au cours des cinq années précédant ce transfert, d'une exonération prise en application de l'article 1464 D du CGI.

Les délibérations prises par les conseils municipaux s'appliquent également à la cotisation de péréquation de TP visée à l'article 1648 D du CGI.

Ces dispositions sont applicables aux installations et regroupements intervenus à compter du 1^{er} janvier 2004.

A. – 5. EXONÉRATION DES INSTALLATIONS DE DÉSULFURATION OU DE CONVERSION DU FIOUL LOURD EN GAZOLE
(ART. 1464 E DU CGI)

L'article 1464 E du CGI permet aux collectivités territoriales et à leurs groupements à fiscalité propre d'exonérer de TP pendant dix ans, pour la part qui leur revient, la moitié de la valeur locative :

- des installations de désulfuration du gazole et du fioul lourd ;
- des installations de conversion profonde du fioul lourd en gazole, fioul domestique ou carburant pour automobile.

(1) L'article 26 de la loi de finances rectificative pour 2008 a procédé à deux modifications de la rédaction de l'article 1464 I du CGI afférent à l'exonération facultative de TP des librairies indépendantes. En premier lieu, la référence erronée à l'article 1639 *bis* A a été remplacée par la référence à l'article 1639 A *bis*, qui fixe le principe général selon lequel les collectivités locales doivent délibérer avant le 1^{er} octobre d'une année pour qu'une disposition soit applicable au 1^{er} janvier de l'année suivante. En second lieu, le renvoi aux établissements mentionnés au II, qui figurait dans le IV, est supprimé, car inutile.

(2) La définition figure à l'annexe I au règlement CE n° 0/2001 du 12 janvier 2001 de la Commission, modifié par le règlement CE n° 364/2004 du 25 février 2004.

(3) Les ZRR sont définies à l'article 1465 A du CGI.

A. – 6. EXONÉRATION DES INSTALLATIONS DE STOCKAGE DE GAZ (ART. 1464 F DU CGI)

Les collectivités territoriales et leurs groupements à fiscalité propre peuvent exonérer de TP, pendant cinq ans, la totalité de la valeur locative des installations de stockage de gaz liquéfié d'au moins 200 tonnes qui, pour un motif d'intérêt général, font l'objet d'un transfert à l'intérieur d'une même commune ou dans une autre commune.

A. – 7. EXONÉRATION DE CERTAINES ACTIVITÉS DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ADMINISTRATIFS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE RECHERCHE (ART. 1464 H DU CGI)

Les collectivités territoriales et leurs EPCI à fiscalité propre peuvent exonérer de TP les activités des établissements publics administratifs d'enseignement ou de recherche gérées par des services d'activité industrielle et commerciales mentionnés à l'article L. 321-5 du code de la recherche et à l'article L. 711-1 du code de l'éducation.

Cette délibération doit être adoptée avant le 1^{er} octobre d'une année pour application au 1^{er} janvier de l'année suivante.

A. – 8. RÉDUCTION DE LA VALEUR LOCATIVE DE CERTAINES INSTALLATIONS FAVORABLES À L'ENVIRONNEMENT (ART. 1518 A DU CGI)

Les collectivités territoriales et leurs groupements à fiscalité propre peuvent porter à 100 % la réduction de la valeur locative :

- des installations destinées à la lutte contre la pollution des eaux et de l'atmosphère ;
- des installations destinées à économiser l'énergie ou à réduire le bruit (1) ;
- des matériels visés aux articles 39 AB et 39 *quinquies* DA du CGI.

Il est rappelé que cette réduction concernant la valeur locative a une incidence sur la TP et sur la TFB, selon la nature des matériels concernés.

A. – 9. EXONÉRATION DE CERTAINS OUTILLAGES (ART. 1469, 3^o BIS, DU CGI)

Les collectivités territoriales et leurs EPCI à fiscalité propre peuvent, par délibération prise avant le 1^{er} octobre d'une année pour être applicable au 1^{er} janvier de l'année qui suit, exonérer de TP les outillages utilisés par un sous-traitant industriel qui n'en est ni propriétaire ni locataire ni sous-locataire et qui sont imposés à son nom (2).

A. – 10. EXONÉRATION DES ENTREPRISES NOUVELLES (ART. 1464 B DU CGI)

L'exonération de TP des entreprises nouvelles prévue à l'article 1464 B du CGI s'applique aux entreprises qui bénéficient des exonérations d'impôt sur les bénéfices prévues aux articles 44 *sexies* (entreprises nouvelles) et 44 *septies* (reprise d'entreprises en difficulté) du même code. Elle est décidée par les collectivités et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre dans le ressort desquels sont situés les établissements des entreprises concernées.

Pour les entreprises créées depuis le 1^{er} janvier 2004, cette exonération peut durer de deux à cinq ans (3).

Ainsi, en application des dispositions des articles 1464 B et 1464 C, les collectivités territoriales ou leurs groupements dotés d'une fiscalité propre peuvent mettre en œuvre cette exonération, pour la totalité de la part qui leur revient, sans limitation géographique ou temporelle.

La délibération doit être de portée générale. Elle peut concerner les établissements créés ou repris ou l'une de ces deux catégories d'établissement. En revanche, au sein de chaque catégorie, la délibération ne peut écarter certains établissements.

Les dispositions de l'article 44 *sexies* du CGI sont applicables aux entreprises exerçant une activité professionnelle non commerciale dans les ZRR (4). Ces entreprises, sous réserve d'avoir été créées à compter du 1^{er} janvier 2004, entrent, par conséquent, dans le champ d'application de l'article 1464 B du CGI.

Rappel : ce régime d'exonération ayant été considéré comme incompatible avec les règles communautaires applicables aux aides d'Etat (5), l'article 41 de la loi de finances rectificative pour 2004 l'a aménagé, notamment en plafonnant les aides accordées.

(1) Cf. articles 39 *quinquies* E et 39 *quinquies* F du CGI.

(2) Cf. l'article 64 de la loi de finances rectificative pour 2005.

(3) Elle était de deux ans avant l'intervention de l'article 9 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux.

(4) Cf. le IV de l'article 7 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux.

(5) Décision du 16 décembre 2003 de la Commission européenne.

Les articles 1383 A (TFB) et 1464 B (TP) ont été complétés par l'article 114 de la loi de finances rectificatives pour 2008. Le régime de l'exonération facultative temporaire de TFB en faveur des entreprises créant un établissement ou reprenant une entreprise en difficulté n'est pas modifié, mais seulement précisé par la référence aux règlements d'exemption de notification des aides d'Etat de la Commission européenne qui lui sont applicables.

Le bénéfice de cette exonération est subordonné au respect des dispositions du même règlement communautaire que celui appliqué pour l'exonération dont l'entreprise bénéficie :

- soit sur le fondement de l'article 44 *sexies* (exonération pendant deux ans d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés pour les entreprises nouvelles implantées dans les zones de revitalisation rurales ou dans les zones d'aide à finalité régionale) ;
- soit sur le fondement de l'article 44 *septies* (exonération pendant deux ans d'impôt sur les sociétés pour les entreprises créées pour reprendre une entreprise industrielle en difficulté).

Les sociétés bénéficiant d'une exonération d'impôt sur les sociétés pourront désormais être exonérées de TP et/ou de TFB dont elles sont redevables pour les établissements qu'elles ont créés ou repris à une entreprise en difficulté, sous réserve de respecter les dispositions relatives au régime des aides d'Etat (1).

Le montant de l'exonération est pris en compte dans le calcul du montant total d'aides dont bénéficie chaque entreprise et s'impute sur l'enveloppe globale de 200 000 € sur trois ans fixée par le règlement communautaire. L'exonération est, le cas échéant, plafonnée en cas de dépassement de cette somme.

En 2009 et 2010, le seuil des ACML de 500 000 € (*cf. supra*) s'applique. Le montant *de minimis* de 200 000 € ou ACML de 500 000 € s'apprécie par entreprise, et non par établissement, et en cumulant l'ensemble des aides relevant du régime *de minimis* accordées à une même entreprise, quels que soient leur forme et leur objectif.

A. – 11. EXONÉRATION APPLICABLE AUX PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ (ART. 1466 E DU CGI)

Les collectivités territoriales et leurs groupements dotés de la fiscalité propre peuvent exonérer de TP, pendant cinq ans, les activités implantées au 1^{er} janvier de l'année d'imposition, dans une zone de recherche et de développement d'un pôle de compétitivité (2), lorsque ces actions participent à un projet de recherche et de développement validé à compter du 1^{er} janvier 2005. Seuls les établissements d'entreprises participant à un projet agréé par l'Etat, selon des critères fixés par la loi, sont concernés par cette exonération.

La délibération doit être prise avant le 1^{er} octobre de l'année précédant l'année d'imposition.

Cette délibération porte sur la totalité de la part de TP revenant à chaque collectivité territoriale et à chaque groupement à fiscalité propre.

Par ailleurs, elle est plafonnée à 500 000 € jusqu'au 31 décembre 2010 et à 200 000 € pour les années suivantes (*cf. supra*).

A. – 12. EXONÉRATION APPLICABLE DANS LES ZONES URBAINES SENSIBLES (ART. 1466 A, I, DU CGI)

Les collectivités territoriales et leurs groupements à fiscalité propre peuvent, chacun pour la part qui lui revient, instituer une exonération temporaire en faveur des créations ou des extensions d'établissements employant moins de 150 salariés, réalisées à l'intérieur de périmètres définis par les conseils municipaux au sein des zones urbaines sensibles (ZUS).

Pour les opérations réalisées depuis le 1^{er} janvier 2005 (3), l'exonération s'applique sur la totalité du périmètre de la ZUS et ne concerne que les entreprises qui ont employé moins de 250 salariés au cours de la période de référence et dont soit le chiffre d'affaires annuel réalisé au cours de la même période n'excède pas 50 millions d'euros, soit le total de bilan, au terme de la même période, n'excède pas 43 M€.

L'exonération prévue n'est pas applicable aux entreprises dont 25 % ou plus du capital ou des droits de vote sont contrôlés, directement ou indirectement, par une ou plusieurs entreprises ne répondant pas aux conditions précitées.

La délibération fixe le taux d'exonération, sa durée, ainsi que la ou les ZUS concernées. Elle porte sur la totalité de la part revenant à chaque collectivité territoriale ou EPCI doté d'une fiscalité propre et ne peut avoir pour effet de reporter de plus de cinq ans l'application du régime d'imposition de droit commun. Cette délibération doit intervenir avant le 1^{er} octobre pour application au 1^{er} janvier de l'année suivante.

(1) Pour mémoire, ces entreprises pourront également, dans les mêmes conditions, être exonérées des taxes consulaires.

(2) Notion de pôle de compétitivité : les pôles de compétitivité sont constitués par le regroupement sur un même territoire d'entreprises, d'établissements d'enseignement supérieur et d'organismes de recherche publics ou privés qui ont vocation à travailler en synergie pour mettre en oeuvre des projets de développement économique pour l'innovation.

(3) Cf. l'article 142 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 relative à la cohésion sociale.

L'exonération s'applique à la totalité des bases imposables résultant de la création ou de l'extension, dans la limite d'un plafond revalorisé chaque année et fixé pour 2009 à 132 382 € (1) et pour 2010 à 133 706 € (2).

Les délibérations prises par les communes ou leurs EPCI qui perçoivent la taxe professionnelle unique (TPU) (3) s'appliquent à la cotisation de péréquation de la TP.

Les délibérations prises sur le fondement du I de l'article 1466 A du CGI avant le 1^{er} janvier 2005 et portant sur une partie seulement d'une ZUS ne permettent pas l'exonération des opérations réalisées à compter du 1^{er} janvier 2005.

Par ailleurs, elle est plafonnée à 500 000 € jusqu'au 31 décembre 2010 et à 200 000 € pour les années suivantes (*cf. supra*).

A. – 13. EXONÉRATION APPLICABLE DANS LES ZONES DE RESTRUCTURATION DE LA DÉFENSE
(ART. 1466 A, I *QUINQUIES* B, DU CGI)

Les collectivités territoriales et les EPCI à fiscalité propre peuvent, par délibération prise avant le 1^{er} octobre de l'année précédant celle d'imposition, exonérer de TP les entreprises au titre des créations et extensions d'établissements qui ont été réalisées pendant une période de trois ans débutant :

- soit à la date de publication de l'arrêté reconnaissant la ZRD ;
- soit au 1^{er} janvier de l'année précédant celle au titre de laquelle les territoires sont reconnus par cet arrêté, si cette seconde date est postérieure.

La durée de l'exonération est de cinq ans ; elle commence :

- en cas de création d'établissement, l'année qui suit la création ;
- en cas d'extension d'établissement, la 2^e année qui suit l'extension.

L'exonération porte sur la totalité de la part revenant à chaque collectivité ou EPCI, ainsi que sur l'ensemble des établissements créés ou étendus.

En cas de changement d'exploitant au cours de la période d'exonération, celle-ci est maintenue pour la période restant à courir, dans les conditions prévues pour le prédécesseur.

L'exonération ne s'applique pas aux bases d'imposition afférentes aux biens d'équipement mobilier transférés par une entreprise à partir d'un établissement qui, au titre d'une ou plusieurs des cinq années précédant le transfert :

- soit a donné lieu au versement d'une prime d'aménagement du territoire ;
- soit a bénéficié, pour l'imposition des bases afférentes aux biens transférés, d'une des exonérations de TP déjà existantes (4).

Pour l'application de ces dispositions, les délibérations ne peuvent porter que sur l'ensemble des établissements créés ou étendus.

Le bénéfice des exonérations est subordonné au respect du règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006.

Toutefois, sur option des entreprises qui procèdent aux créations et aux extensions dans les zones d'aide à finalité régionale, le bénéfice des exonérations est subordonné au respect de l'article 13 du règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité. Cette option est irrévocable pour la durée de l'exonération.

A. – 14. EXONÉRATIONS LIÉES À L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (ART. 1465 ET 1465 B DU CGI)

Depuis le 1^{er} janvier 2007, les zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire (PAT) et les territoires ruraux de développement prioritaire (TRDP) sont remplacées par les zones d'aides à finalité régionale (ZAFR). Les zones éligibles à la PAT pour les seules activités tertiaires sont remplacées par les zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises. La liste des zones a été fixée par le décret n° 2007-732 du 7 mai 2007.

Toutefois, les délibérations d'exonération adoptées en application des articles 1465 et 1465 B avant le 1^{er} janvier 2007 restent applicables : les exonérations en cours au 1^{er} janvier 2007 continuent de s'appliquer jusqu'à leur terme dans les conditions initialement prévues.

Par ailleurs, l'article 114 de la loi de finances rectificatives pour 2008 a subordonné ces exonérations au respect de l'article 13 du règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aides

(1) Instruction fiscale n° 63 du 13 juin 2008 (BOI 6 E-2-08)

(2) Instruction fiscale n° 64 du 29 juin 2009 (BOI 6 E-7-09)

(3) *Cf.* l'article 1609 *nonies* C du CGI.

(4) Exonérations prévues aux articles 1464 B, 1465, 1465 A et B ou 1466 B à E, ou aux I *bis*, I *ter*, I *quater*, I *quinquies*, I *quinquies* A ou I *sexies* de l'article 1466 A (ou au I *quinquies* B de celui-ci).

compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité, l'exonération facultative des entreprises qui procèdent, dans les zones d'aide à l'investissement des PME, dans les ZAFR (pour les opérations réalisées à compter du 1^{er} janvier 2007) ou dans les zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire et les territoires ruraux de développement prioritaire (pour les opérations réalisées avant cette date) :

- soit à des extensions ou créations d'activités industrielles ou de recherche scientifique et technique, ou de services de direction, d'études, d'ingénierie et d'informatique ;
- soit à une reconversion dans le même type d'activités ;
- soit à la reprise d'établissements en difficulté exerçant le même type d'activité.

Par ailleurs, ces exonérations sont plafonnée à 500 000 € jusqu'au 31 décembre 2010 et à 200 000 € pour les années suivantes (*cf. supra*).

a) Exonération des opérations réalisées entre le 1^{er} janvier 2007 et le 31 décembre 2013
par toutes les entreprises situées dans les ZAFR

Les collectivités locales et leurs groupements dotés d'une fiscalité propre peuvent, par une délibération de portée générale prise avant le 31 décembre d'une année pour application au 1^{er} janvier de l'année suivante, exonérer de TP en totalité ou en partie les entreprises qui procèdent sur leur territoire :

- soit à des extensions ou créations d'activités industrielles ou de recherche scientifique et technique, ou de services de direction, d'études, d'ingénierie et d'informatique ;
- soit à une reconversion dans le même type d'activités ;
- soit à la reprise d'établissements en difficulté exerçant le même type d'activités.

Les décentralisations d'activités sont désormais exclues du bénéfice de l'exonération.

Cette délibération ne peut avoir pour effet de reporter de plus de cinq ans l'application du régime d'imposition de droit commun.

Ces dispositions s'appliquent dans les conditions et limites prévues par le règlement concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides nationales à l'investissement à finalité régionale (1).

Lorsque l'entreprise ne remplit pas les conditions mentionnées au deuxième alinéa de l'article 1465 B (2) et que l'opération est réalisée dans une ZAFR limitée aux petites et moyennes entreprises, l'exonération s'applique dans les conditions et limites prévues par le règlement communautaire concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides *de minimis*.

Rappel : certaines ZAFR ont été délimitées à titre temporaire jusqu'au 31 décembre 2008. Elles sont définies aux annexes 1 et 2 du décret n° 2008-1415 du 19 décembre 2008 relatif aux ZAFR et aux zones d'aide à l'investissement des PME. Dans ce cas, les opérations éligibles aux dispositions de l'article 1465 sont celles qui sont effectuées jusqu'au 31 décembre 2008.

Le décret définit également à l'annexe 3 la liste des ZAFR permanentes, valides jusqu'en 2013. Dans ce cas, les opérations éligibles aux dispositions de l'article 1465 sont celles qui sont effectuées jusqu'au 31 décembre 2013.

b) Exonération des opérations réalisées par les PME dans les zones d'aide à l'investissement
des petites et moyennes entreprises

Les dispositions de l'article 1465 s'appliquent également pour les opérations réalisées, entre le 1^{er} janvier 2007 et le 31 décembre 2013 dans ces zones, dans les limites prévues par le droit communautaire (3).

A. – 15. EXONÉRATION DES ENTREPRISES INNOVANTES (ART. 1466 D DU CGI)

Les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent exonérer de TP les jeunes entreprises innovantes. Un dispositif identique existe en matière de TFB (4).

Cette exonération de TP s'applique pendant sept ans, sur délibération des collectivités territoriales et de leurs EPCI à fiscalité propre prise avant le 1^{er} octobre d'une année pour application au 1^{er} janvier suivant.

Par ailleurs, ces exonérations sont plafonnée à 500 000 € jusqu'au 31 décembre 2010 et à 200 000 € pour les années suivantes (*cf. supra*).

(1) Cf. le règlement (CE) n° 1628/2006 de la Commission du 24 octobre 2006.

(2) Entreprise de moins de 250 salariés ayant réalisé un CA inférieur à 40 M€ ou un total de bilan n'excédant pas 27 M€.

(3) Cf. le règlement CE n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'Etat en faveur des PME modifié par le règlement (CE) n° 364/2004 du 25 février 2004.

(4) Cf. l'article 1383 D du CGI. Les conditions que doivent remplir les entreprises pour bénéficier de ces deux exonérations sont énoncées au paragraphe IV. – A. – 6.

L'exonération de TP ne peut se cumuler avec les exonérations suivantes :

- l'exonération en faveur des entreprises nouvelles (art. 1464 B du CGI) ;
- l'exonération en faveur des médecins, des auxiliaires médicaux et des vétérinaires s'installant en ZRR (art. 1464 D du CGI) ;
- l'exonération en faveur des entreprises situées en ZUS, en ZFU, en ZRU, en ZRR ou dans les zones éligibles à la prime à l'aménagement du territoire et dans les territoires ruraux de développement prioritaire.

Comme pour l'exonération de TFB, le contribuable doit choisir le régime sous lequel il entend se placer, et cette décision est irrévocable.

Pour bénéficier de cette exonération, les entreprises doivent répondre aux critères suivants (1) :

- employer moins de 250 salariés ;
- réaliser un chiffre d'affaires inférieur à 40 M€ au cours de l'exercice ou afficher un bilan total inférieur à 27 M€ ;
- réaliser des dépenses dans le domaine de la recherche représentant au moins 15 % des charges engagées au titre de l'exercice ;
- avoir un capital détenu à 50 % au moins :
 - soit par des personnes physiques ;
 - soit par une société répondant aux mêmes conditions, dont le capital est détenu pour 50 % au moins par des personnes physiques ;
 - soit par des sociétés de capital-risque, des fonds communs de placement à risque, des sociétés de développement régional, des sociétés financières d'innovation ou des sociétés unipersonnelles d'investissement à risque, à la condition qu'il n'existe pas de lien de dépendance au sens des deuxième à quatrième alinéas du 12 de l'article 39 entre la société en cause et ces dernières sociétés ou ces fonds ;
 - soit par des fondations ou associations reconnues d'utilité publique à caractère scientifique ;
 - soit par des établissements publics de recherche et d'enseignement ou leurs filiales ;
- ne pas être créée dans le cadre d'une concentration, d'une restructuration, d'une extension d'activités existantes ou d'une reprise des mêmes activités.

Cette exonération ne peut être cumulée avec celle concernant les entreprises nouvelles (2) ni avec celle applicable dans les ZFU (3). Dans ce cas, le contribuable doit opter pour l'un ou l'autre de ces régimes avant le 1^{er} janvier de l'année au titre de laquelle l'exonération prend effet, soit le 1^{er} janvier 2010 pour l'année d'imposition 2010.

A. – 16. EXONÉRATION, AU TITRE DES ANNÉES 2010 À 2015, DE LA VALEUR LOCATIVE DES OUTILLAGES, ÉQUIPEMENTS ET INSTALLATIONS SPÉCIFIQUES DE MANUTENTION PORTUAIRE EXPLOITÉS AU 31 DÉCEMBRE 2009 OU ACQUIS OU CRÉÉS EN REMPLACEMENT DE CES ÉQUIPEMENTS (ART. 1466 J DU CGI)

Les collectivités territoriales et les EPCI à fiscalité propre peuvent exonérer de TP, par une délibération prise avant le 1^{er} octobre de l'année précédant celle d'imposition, au titre des années 2010 à 2015, la valeur locative des outillages, équipements et installations spécifiques de manutention portuaire exploités au 31 décembre 2009, ainsi que les outils créés ou acquis en remplacement de ceux-ci.

L'exonération n'est applicable qu'aux valeurs locatives des outils spécifiques à la manutention portuaire, c'est-à-dire les outils servant au chargement et au déchargement des bateaux, ainsi qu'au stockage sur le port. L'exonération est également conditionnée par la situation du port, qui doit être rattaché à un établissement d'une entreprise de manutention portuaire situé dans le ressort d'un port exonéré de taxe professionnelle en vertu du 2^o de l'article 1449.

Les entreprises qui entendent bénéficier de ces dispositions doivent déclarer chaque année au service des impôts les éléments entrant dans le champ d'application de l'exonération.

La liste des ports concernés, ainsi que les caractéristiques des outillages, équipements et installations spécifiques éligibles à l'exonération sont fixées par arrêté du ministre chargé du budget et du ministre chargé des ports maritimes.

La loi prévoit que ces dispositions entrent en vigueur à une date fixée par décret et au plus tard le 1^{er} juin 2009. A la date de publication de la présente circulaire, ce décret n'a pas été publié. Compte tenu du texte législatif, les collectivités locales peuvent délibérer, avant le 1^{er} octobre 2009, pour accorder l'exonération à compter des impositions établies au titre de 2010.

(1) Les conditions requises en matière de TFB sont celles que l'entreprise doit remplir pour bénéficier de l'exonération de TP prévue à l'article 1466 D au titre des établissements qu'elle exploite. Pour plus d'information sur ces conditions, il convient de se reporter au BOI 6 E-4-06, qui précise les conditions relatives à l'effectif salarié, au chiffre d'affaires et au total de bilan, à l'âge de l'entreprise, à la composition du capital et au volume de dépenses de recherche réalisées, requises pour bénéficier de l'exonération de TP prévue par l'article 1466 D.

(2) Cf. l'article 1383 A du CGI commenté *supra*.

(3) Cf. les articles 1383 B et C du CGI commentés *infra*.

B. – EXONÉRATIONS DE DROIT SAUF DÉCISION CONTRAIRE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Les collectivités locales ou leurs groupements à fiscalité propre qui souhaitent renoncer à compter de 2010 aux exonérations de droit suivantes devront prendre les délibérations correspondantes avant le 1^{er} octobre 2009.

B. – 1. EXONÉRATION DES LOCATIONS EN MEUBLÉS (ART. 1459 DU CGI)

Les personnes qui louent des gîtes ruraux, des meublés de tourisme, ou une partie de leur habitation personnelle sont exonérées de droit de la TP.

Les collectivités locales ou de leurs groupements à fiscalité propre peuvent par délibération s'opposer à l'exonération pour une ou plusieurs des opérations énumérées ci-dessus.

B. – 2. EXONÉRATIONS DANS LES ZONES DE REVITALISATION RURALE (ART. 1465 A DU CGI)

Sauf délibération contraire des collectivités territoriales ou de leurs groupements à fiscalité propre, sont exonérées de TP, sous réserve d'agrément, les entreprises qui procèdent dans les ZRR :

- soit à des extensions ou créations d'activités industrielles ou de recherche scientifique et technique, ou de services de directions, d'études, d'ingénierie et d'informatique ;
- soit à une reconversion dans le même type d'activités ;
- soit à la reprise d'établissements en difficulté exerçant le même type d'activités.

Ces opérations sont les mêmes que celles mentionnées à l'article 1465 du CGI (1).

Cette exonération s'applique également aux artisans qui créent une activité dans ces zones.

L'exonération a été élargie (2), sauf délibération contraire des collectivités territoriales et de leurs EPCI à fiscalité propre :

- aux créations d'activités réalisées par des entreprises non commerciales au sens du premier alinéa de l'article 92 du code général des impôts ;
- aux créations d'activités commerciales, ainsi qu'aux reprises d'activités commerciales, artisanales ou non commerciales réalisées dans des communes de moins de 2 000 habitants par des entreprises exerçant le même type d'activité et employant moins de cinq salariés au cours de la période de référence.

L'exonération s'applique aux opérations réalisées depuis le 1^{er} janvier 2004.

B. – 3. EXONÉRATION DANS LES ZONES DE REDYNAMISATION URBAINE (ART. 1466 A, I TER, DU CGI)

Les établissements employant moins de 150 salariés faisant l'objet d'une création, d'une extension ou d'un changement d'exploitant dans les ZRU jusqu'au 31 décembre 2009 sont exonérés de TP pendant cinq ans, sauf décision contraire de la collectivité territoriale ou du groupement de communes à fiscalité propre d'implantation prise avant le 1^{er} octobre d'une année pour application l'année suivante.

L'exonération s'applique à la totalité des bases imposables résultant de la création ou de l'extension, dans la limite d'un plafond revalorisé chaque année et fixé pour 2009 à 132 382 € (3) et pour 2010 à 133 706 € (4).

Les établissements bénéficient, à l'issue de l'exonération, d'un dispositif de sortie dégressive sur trois ans pour les opérations visées ci-dessus intervenues jusqu'au 31 décembre 2001 et pour les établissements existant dans ces zones au 1^{er} janvier 1997. Ce dispositif prend la forme d'un abattement, accordé de droit à compter de la fin de la période d'exonération, égal la première année à 60 % de la base exonérée l'année précédente, puis 40 % et 20 % les deux années suivantes.

Ce dispositif ne concerne pas les établissements exonérés au titre d'opérations intervenues après le 31 décembre 2001.

Les collectivités territoriales et leurs groupements ont la possibilité de s'opposer à l'application de ce dispositif par une délibération prise avant le 1^{er} octobre d'une année pour application l'année suivante.

(1) Cf. *supra* : exonération dans les zones d'aides à finalité régionale. En vertu de l'article 87 de la loi de finances rectificative pour 2006, les décentralisations d'activité ne sont plus concernées.

(2) Cf. les articles 2 et 7 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux.

(3) Instruction fiscale n° 63 du 13 juin 2008 (BOI 6 E-2-08).

(4) Instruction fiscale n° 64 DU 29 juin 2009 (BOI 6 E-7-09).

B. – 4. EXONÉRATIONS DANS LES ZONES FRANCHES URBAINES (ART. 1466 A, I QUATER, QUINQUIES ET SEXIES, DU CGI)

L'exonération de cinq ans de TP dans les ZFU créées par la loi relative au pacte de relance pour la ville du 14 novembre 1996 bénéficiait initialement aux établissements des entreprises de moins de 51 salariés existant dans ces zones au 1^{er} janvier 1997, ainsi qu'à ceux ayant fait l'objet d'une création, d'une extension ou d'un changement d'exploitant entre cette date et le 31 décembre 2001.

Le terme de l'exonération a été repoussé, pour les seules créations d'établissements intervenant jusqu'au 2 avril 2006 (1), dans la limite d'un plafond de bases nettes égal pour 2009 à 357 093 € (2) et pour 2010 à 360 664 € (3).

A l'issue de l'exonération, les établissements concernés par ces opérations se voient appliquer un abattement dégressif sur trois ans, dans les mêmes conditions que celles prévues pour les ZRU. Toutefois, pour les entreprises de moins de cinq salariés, l'abattement porte sur une période de neuf ans.

Les collectivités territoriales et leurs EPCI ont la possibilité de s'opposer à la mise en œuvre des exonérations sur leur territoire, ainsi que de supprimer l'abattement dégressif par une délibération prise avant le 1^{er} octobre d'une année pour application l'année suivante.

Par ailleurs, 44 nouvelles ZFU (dites « de 2^e génération ») ont été créées en 2004 (4), dans lesquelles est accordée une exonération de TP de cinq ans aux établissements appartenant à des entreprises de moins de 51 salariés, dès lors qu'ils sont situés dans ces zones au 1^{er} janvier 2004, ou qu'ils y sont créés, ou font l'objet d'un changement d'exploitant entre cette date et le 2 avril 2006 inclus.

A partir du 1^{er} août 2006 (5), de nouvelles ZFU (dites « de 3^e génération ») ont été créées dans des quartiers de plus de 8 500 habitants particulièrement défavorisés au regard des critères pris en compte pour la détermination des ZRU.

Les établissements ayant fait l'objet d'une création ou d'une extension entre le 1^{er} janvier 2006 et le 31 décembre 2011 dans une ZFU (1^{re}, 2^e ou 3^e génération) bénéficient d'une exonération de TP d'une durée de cinq ans (6).

Les établissements existant au 1^{er} janvier 2006 dans les ZFU de 3^e génération peuvent aussi bénéficier de cette exonération.

En outre, l'exonération de ces mêmes opérations, lorsqu'elles sont réalisées, sur option des entreprises, dans une ZAFR entre le 1^{er} janvier 2009 et le 31 décembre 2013, est désormais subordonnée au respect de l'article 13 du règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (apport de l'article 114 de la loi de finances pour 2008 susmentionnée), c'est-à-dire que ces exonérations sont plafonnées à 500 000 € jusqu'au 31 décembre 2010 et à 200 000 € pour les années suivantes (*cf. supra*).

Les collectivités territoriales et leurs EPCI peuvent s'opposer à l'application de ces exonérations, par une délibération prise avant le 1^{er} octobre d'une année pour application l'année suivante.

B. – 5. EXONÉRATIONS EN ZONE FRANCHE CORSE (ART. 1466 B ET C DU CGI)

Sont exonérés de TP, sauf délibération contraire des collectivités, les créations et extensions d'établissement intervenues en Corse entre le 1^{er} janvier 1997 et le 31 décembre 2001, ainsi que, dans des conditions plus restrictives, les établissements établis dans l'île au 1^{er} janvier 1997.

Ces exonérations sont encore appliquées, dans la limite d'un montant de bases nettes fixé à 344 420 € au titre de 2009.

Un dispositif de sortie progressive de cette exonération a été institué (7). Il prend la forme d'un abattement dégressif, appliqué pendant trois ans sur les bases d'imposition à la TP à l'issue de la période d'exonération.

Les collectivités territoriales et leurs EPCI ont la possibilité de s'opposer à ce dispositif par une délibération prise avant le 1^{er} octobre d'une année pour application l'année suivante.

La même loi a remplacé, à compter de 2002, le dispositif d'exonération de TP prévu par l'article 1466 B du CGI par une exonération de TP au titre des investissements réalisés en Corse par les PME exerçant une activité industrielle, commerciale ou artisanale, à l'occasion d'une création ou d'une extension d'établissement (8). Cette exonération est accordée pour cinq ans au plus.

(1) Date de publication de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances.

(2) *Cf.* les articles 2 et 7 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux.

(3) Instruction fiscale n° 63 du 13 juin 2008 (BOI 6 E-2-08).

(4) *Cf.* l'article 23 de la loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine du 1^{er} août 2003.

(5) *Cf.* l'article 26 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances.

(6) *Cf.* l'article 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances.

(7) *Cf.* l'article 48 A. V de la loi du 22 janvier 2002 relative à la Corse et l'article 1466 B *bis* du CGI.

(8) *Cf.* l'article 1466 C nouveau du CGI.

Toutefois, pour les créations d'établissement et les augmentations de bases intervenues à compter du 1^{er} janvier 2007, l'exonération s'applique dans les conditions et limites prévues par le règlement CE n° 11628/2006 de la Commission du 24 octobre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides nationales à l'investissement à finalité régionale (1).

Par ailleurs, ces exonérations sont plafonnée à 500 000 € jusqu'au 31 décembre 2010 et à 200 000 € pour les années suivantes (*cf. supra*).

Les collectivités territoriales et leurs EPCI conservent la faculté de s'y opposer par une délibération prise avant le 1^{er} octobre d'une année pour application l'année suivante.

B. – 6. EXONÉRATIONS DANS LES BASSINS D'EMPLOI À REDYNAMISER (ART. 1466 A, I *QUINQUIES* A, DU CGI)

Les entreprises créées ou étendues dans un bassin d'emploi à redynamiser (2), entre le 1^{er} janvier 2007 et le 31 décembre 2011, sont exonérées de TP pendant 5 ans.

Les collectivités territoriales et leurs groupements à fiscalité propre peuvent s'opposer à l'application de cette exonération par délibération prise avant le 1^{er} octobre d'une année pour application l'année suivante.

Par ailleurs, ces exonérations sont plafonnée à 500 000 € jusqu'au 31 décembre 2010 et à 200 000 € pour les années suivantes (*cf. supra*).

V. – 2. AUTRES RÉDUCTIONS DE LA BASE DE TAXE PROFESSIONNELLE

A. – ABATTEMENT EN FAVEUR DES DIFFUSEURS DE PRESSE (ART. 1469 A *QUATER* DU CGI)

Les collectivités ou leurs groupements ont la possibilité d'instituer un abattement, pouvant s'élever, au choix, à 1 600 €, 2 400 € ou 3 200 €, sur la base d'imposition à la TP du principal établissement des diffuseurs de presse (3).

La délibération instituant cet abattement doit être prise avant le 1^{er} octobre d'une année pour être applicable à compter de l'année suivante.

B. – COTISATION MINIMUM DE TAXE PROFESSIONNELLE (ART. 1647 D DU CGI)

Les redevables de la TP sont assujettis à une cotisation minimum, établie au lieu de leur principal établissement, dès lors que leur base d'imposition à cette taxe, établie conformément aux règles de droit, est inférieure à la base minimum applicable sur le territoire de la commune.

Cette base minimum est obtenue en divisant la cotisation de TH, déterminée de la façon indiquée ci-dessous, par le taux global (communal, intercommunal, départemental, régional, consulaire) de la TP applicable dans la commune l'année précédente.

La cotisation de TH à prendre en compte pour le calcul de la base minimum de TP est égale à la valeur locative brute d'un logement de référence choisi par le conseil municipal, après avis de la commission communale des impôts directs, multipliée par le taux global (communal, intercommunal, départemental, régional) de taxe d'habitation de l'année précédente. La cotisation en résultant peut être réduite (de 50 % au plus), sur décision du conseil municipal, pour les assujettis exerçant à temps partiel ou pendant moins de neuf mois dans l'année.

La délibération relative à la désignation du logement de référence et au pourcentage de réduction doit intervenir avant le 1^{er} octobre d'une année pour être applicable à compter de l'année suivante. Elle demeure valable tant qu'elle n'a pas été modifiée ou rapportée.

A défaut de délibération, la cotisation est établie à partir des deux tiers de la valeur locative moyenne communale de l'année précédente (le tiers pour les assujettis exerçant leur activité à temps partiel).

Lorsqu'un EPCI est soumis au régime de la taxe professionnelle unique (TPU) ou de la taxe professionnelle de zone (TPZ), le conseil communautaire, à la majorité simple, est habilité à prendre la délibération prévue à l'article 1647 D du CGI dans les mêmes conditions que pour les communes. Pour un EPCI à TPZ, deux bases minimum seront calculées : l'une communautaire dans la zone, l'autre calculée d'après les données communales de chaque commune concernée à l'extérieur de la zone.

(1) Cf. l'article 87 – XIV de la loi de finances rectificative pour 2006.

(2) Les bassins d'emploi à redynamiser sont définis par l'article 42 de la loi du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, modifiée notamment par l'article 130 de la loi de finances rectificative pour 2006.

(3) Par diffuseurs de presse, il faut entendre des mandataires inscrits au Conseil supérieur des messageries de presse. Pour plus d'informations, il convient de se reporter au BOI 6 E-5-96 n° 193 du 9 octobre 1996, Abattement en faveur des diffuseurs de presse (disponible sur le site www.impots.gouv.fr).

Toutefois aucune base minimum communautaire n'est calculée la première année de perception de la TPU ou de la TPZ, puisque le taux global de TP de l'année précédente utilisé pour calculer la base minimum de TP n'existe pas dans ce cas : la base minimum applicable est alors celle déterminée au niveau de chaque commune membre.

VI. – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX EPCI

1. Délibérations prises par les EPCI à fiscalité additionnelle

A. – CRÉATION *EX NIHILO*

Conformément à l'article 1639 A *bis* du CGI, les délibérations fiscales doivent en principe être prises avant le 1^{er} octobre 2009 pour être applicables à compter de 2010. Toutefois, il est rappelé que, conformément à l'article 1466 du CGI, les délibérations prises en application des articles 1465 et 1465 B du CGI (exonérations de TP au titre de l'aménagement du territoire) peuvent être prises jusqu'au 31 décembre d'une année pour être applicables à compter de l'année suivante.

Ainsi, lorsqu'un EPCI à fiscalité additionnelle est constitué postérieurement au 1^{er} octobre d'une année, aucun dégrèvement, exonération ou abattement facultatif de taxes foncières ne peut être voté. Tel est également le cas des abattements de TH. Ce sont les abattements communaux qui s'appliquent conformément au II *bis* de l'article 1411 du CGI.

De même, aucune exonération de TP subordonnée à une délibération ne peut être appliquée en 2010 à un EPCI constitué après cette date.

La situation est différente en cas d'extension du périmètre de l'EPCI. Les délibérations prises sont alors applicables de plein droit sur le territoire des nouvelles communes membres, à compter de l'année qui suit leur adhésion, sans qu'il soit besoin de délibérer à nouveau.

Lorsqu'une communauté de communes fait application du régime de la taxe professionnelle de zone (TPZ), ces principes s'appliquent aux délibérations relatives à la taxe professionnelle additionnelle perçue par l'EPCI hors de la zone d'activités économiques (ZAE).

B. – INSTITUTION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE DE ZONE (TPZ)

Le choix de l'institution d'une TPZ pour une communauté de communes doit être fait par délibération du conseil communautaire avant le 1^{er} octobre 2009 pour être applicable en 2010.

Cette délibération doit également préciser la délimitation du périmètre de la zone (en une ou plusieurs parties).

C. – INSTITUTION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE SUR LES ÉOLIENNES (TPE)

Les communautés de communes soumises au régime de la fiscalité additionnelle (avec ou sans TPZ) peuvent décider de se substituer à leurs communes membres pour percevoir la TP acquittée par les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (éoliennes) implantées sur leurs territoires respectifs (1).

L'institution d'une taxe professionnelle « éolienne » (TPE) doit être faite par délibération du conseil communautaire avant le 1^{er} octobre 2009 pour être applicable en 2010.

La substitution de l'EPCI à ses communes membres pour la perception de la TPE concernant, non pas une zone géographique comme pour la TPZ, mais des installations (éoliennes), aucune délimitation de zone géographique n'est nécessaire.

2. Délibérations applicables aux EPCI à taxe professionnelle unique (TPU)

Les EPCI qui optent pour la TPU (2) doivent délibérer avant le 31 décembre 2009 pour que ce régime soit applicable dès le 1^{er} janvier 2010.

Rappel : les dispositions de l'article 1609 *nonies* C du CGI sont applicables de plein droit aux communautés de communes dont le nombre d'habitants est supérieur à 500 000 (3), sauf délibération contraire de la moitié au moins des conseils municipaux des communes membres.

(1) Aux termes des dispositions de l'article 39 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique codifiées au II de l'article 1609 *quinquies* C du code général des impôts.

(2) Cf. l'article 1609 *nonies* C du CGI.

(3) Cf. l'article 1609 *quinquies* C du CGI.

De même, pour les communautés urbaines (CU) existant à la date de la publication de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999, le régime de la TPU est applicable de plein droit, sauf délibération contraire de la moitié au moins des conseils municipaux des communes intéressées (1).

Pour celles créées après la loi du 12 juillet 1999, la TPU est applicable de plein droit.

A. – CRÉATION *EX NIHILO* DE L'EPCI À TAXE PROFESSIONNELLE UNIQUE

Plusieurs cas de figure peuvent se présenter :

- si l'EPCI est créé avant le 1^{er} octobre 2009, il peut prendre des délibérations relatives à la TP avant cette date pour application en 2010 ;
- si l'EPCI est créé après le 1^{er} octobre 2009, les délibérations prises en matière de TP par les communes membres sont applicables aux opérations réalisées l'année de la création de l'EPCI (2) ; par ailleurs, les délibérations prises par les communes instituant des régimes particuliers (3) demeurent applicables l'année qui suit l'adhésion de la commune à l'EPCI.

Ce dispositif règle la situation pour la première année de perception de la TPU par l'EPCI.

Il appartient, en revanche, à ce dernier de prendre ses propres délibérations qui seront applicables à compter de la deuxième année au titre de laquelle il perçoit la TPU.

L'EPCI nouvellement créé peut instituer pour 2010 les exonérations visées aux articles 1465 et 1465 B du CGI, pour lesquelles la délibération peut intervenir jusqu'au 31 décembre 2009. Toutefois, l'exonération ne sera accordée qu'au titre des opérations réalisées entre la date de création de l'EPCI et le 31 décembre 2009.

B. – EPCI À TPU ISSU D'UN EPCI PRÉEXISTANT OU EPCI OPTANT POUR LE RÉGIME DE LA TPU

Les délibérations prises en matière de TP par un EPCI antérieurement à la décision le plaçant sous le régime de la TPU demeurent applicables au nouvel EPCI, tant qu'elles n'ont pas été rapportées ou modifiées dans les conditions prévues aux articles 1466 et 1639 A *bis* du CGI (4).

Ces mêmes principes s'appliquent en cas de transformation d'un EPCI à TPU en un autre EPCI à TPU (par exemple, la transformation d'une communauté de communes en communauté d'agglomération).

Ce régime de délibérations applicable aux EPCI préexistants implique une vigilance particulière pour la première année de perception de la TPU.

Par exemple, si un EPCI souhaite exonérer les entreprises nouvelles (art. 1464 B du CGI) dès la première perception de la TPU, il devra délibérer en ce sens avant le 1^{er} octobre. Dans le cas contraire, même si cette exonération avait été instituée par les communes membres, l'exonération ne pourrait être accordée la première année puisque seules les délibérations prises par l'EPCI préexistant s'appliquent.

Lorsqu'un EPCI fait application du régime de la TPZ, les règles en vigueur dans la zone sont identiques à celles applicables à un EPCI soumis au régime de la TPU. Lorsqu'un EPCI à TPU est issu d'un EPCI à TPZ et à fiscalité additionnelle, les délibérations en vigueur dans la ZAE peuvent donc être différentes des délibérations que l'EPCI a prises, au titre de sa fiscalité additionnelle, hors de la ZAE.

a) *Délibérations identiques dans la zone et hors de la zone*

Dans ce cas, les délibérations prises en matière de TP par l'EPCI, antérieurement à sa décision le plaçant sous le régime de la TPU, demeurent applicables au nouvel EPCI tant qu'elles n'ont pas été rapportées ou modifiées (5).

b) *Délibérations différentes dans la zone et hors de la zone*

Pour la première année de perception de la TPU, l'EPCI peut choisir :

- soit les délibérations applicables hors de la ZAE l'année précédant la première année de perception de la TPU ;
- soit les délibérations applicables dans la ZAE cette même année.

A défaut de délibération fixant le régime à retenir, ce sont les délibérations appliquées hors de la ZAE, l'année précédant la première année d'application du régime de la TPU, qui s'appliquent sur l'ensemble du territoire de l'EPCI.

(1) Cf. article 1609 *ter* A du CGI.

(2) Cf. l'article 1639 A *ter* du CGI.

(3) Notamment les délibérations prises en application des articles 1459-3, 1464, 1464 A, 1464 E, 1518 A et 1647 D du CGI.

(4) Cf. le 1^{er} alinéa de l'article 1639 A *ter* du CGI.

(5) Dans les conditions prévues aux articles 1466 et 1639 A *bis* du CGI.

3. Délibérations applicables aux EPCI à fiscalité mixte

Depuis la loi du 12 juillet 1999, les EPCI à TPU peuvent percevoir une fiscalité additionnelle sur la TH et les taxes foncières (1). Cette décision est applicable à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle la délibération est intervenue. Autrement dit, la délibération peut être prise jusqu'au 31 décembre 2009 pour une application au 1^{er} janvier 2010.

Rappel : la délibération instituant la fiscalité mixte est prise à la majorité simple des membres du conseil communautaire (art. 1609 *nonies* C-II du CGI). Elle doit être renouvelée par le nouveau conseil communautaire l'année où intervient le renouvellement général des conseillers municipaux.

A. – EPCI À FISCALITÉ MIXTE CRÉÉ *EX NIHILO*

S'agissant des délibérations relatives aux impôts ménages, les principes en vigueur en cas de création *ex nihilo* d'un EPCI à fiscalité additionnelle sont applicables aux EPCI à TPU décidant de percevoir une fiscalité mixte. L'EPCI doit prendre les délibérations sur les taxes foncières et la TH avant le 1^{er} octobre 2009 pour qu'elles s'appliquent au 1^{er} janvier 2010. Lorsqu'il est créé postérieurement au 1^{er} octobre d'une année, aucun dégrèvement, exonération ou abattement facultatif de TF ne peut être appliqué.

Aucune délibération sur les abattements de TH ne pouvant être prise, ce sont les abattements communaux qui s'appliquent (2).

B. – EPCI À FISCALITÉ MIXTE ISSU DE LA TRANSFORMATION D'UN EPCI À FISCALITÉ ADDITIONNELLE

Les délibérations prises en matière de TH et de TF par l'EPCI à fiscalité additionnelle préexistant demeurent applicables pendant un an, sauf si elles sont modifiées ou rapportées avant le 1^{er} octobre d'une année pour application l'année suivante (3).

Si l'EPCI préexistant délibère avant le 1^{er} octobre 2009 au titre de sa fiscalité additionnelle, les délibérations qu'il prend en matière de TH et de TF sous le régime de la fiscalité additionnelle demeureront applicables à la fiscalité mixte perçue en 2010.

Ce maintien des délibérations existantes :

- ne vaut que pour la première année où l'EPCI perçoit la TPU et institue concomitamment la fiscalité mixte ; l'EPCI devra par la suite délibérer à nouveau en matière de TH et de TF avant le 1^{er} octobre 2010 pour que les délibérations demeurent applicables en 2010 ou pour instituer des exonérations ou des abattements ; à défaut, aucun dispositif lié à une délibération n'est applicable en matière de TF et les délibérations en matière de TH prises par les communes membres deviennent applicables à la TH perçue par l'EPCI ;
- n'est pas applicable lorsque l'EPCI décide de percevoir, pour la première fois, la fiscalité mixte au titre d'une année postérieure à celle de la première année de perception de la TPU.

Cette règle s'applique également lorsque l'EPCI, bien qu'ayant institué le principe de la fiscalité mixte dès la première année, ne vote pas de taux à ce titre.

VII. – IMPOSITION FORFAITAIRE SUR LES PYLÔNES (ART. 1519 A DU CGI)

Il est perçu au profit des communes une imposition forfaitaire sur les pylônes supportant des lignes électriques dont la tension est au moins égale à 200 kilovolts.

Depuis le 1^{er} janvier 2007, cette imposition peut être perçue au profit d'un EPCI à fiscalité propre (4), à condition que soient adoptées, avant le 1^{er} octobre de l'année qui précède, des délibérations concordantes de l'EPCI et de la commune membre sur le territoire de laquelle sont situés les pylônes.

(1) Cf. le 1^o du II de l'article 1609 *nonies* C du CGI modifié par le II de l'article 80 de la loi de finances pour 2001.

(2) Cf. l'article 1411 II *bis* du CGI.

(3) Cf. l'article 1639 A *quater* du CGI.

(4) Cf. l'article 96 de la loi de finances pour 2006.

VIII. – TAXE SUR LES DÉCHETS STOCKÉS (ART. L. 2333-92 À L. 2333-96 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES)

Afin de favoriser l'implantation dans les communes des différentes installations de stockage ou d'incinération de déchets, les communes peuvent instituer une taxe assise sur le tonnage des déchets réceptionnés dans certaines installations (1).

Les installations concernées sont (2) :

- les installations de stockage de déchets ménagers et assimilés soumises à la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) (3), situées sur le territoire de la commune et non exclusivement utilisées pour les déchets produits par l'exploitant ;
- les installations d'incinération de déchets ménagers, situées sur le territoire de la commune et non exclusivement utilisées pour les déchets produits par l'exploitant.

Peuvent instituer cette taxe :

- les communes sur le territoire desquelles se sont implantées ou étendues, après le 1^{er} janvier 2006, les installations mentionnées ci-dessus ;
- les communes ayant bénéficié, avant le 1^{er} juillet 2002, d'une aide versée par l'ADEME en faveur d'une telle installation ou extension ;
- les communes sur le territoire desquelles l'installation ou l'extension d'un centre de traitement des déchets ménagers ou assimilés résulte d'une autorisation préfectorale obtenue antérieurement au 1^{er} juillet 2002 (4).

Le conseil municipal peut fixer librement le tarif de la taxe, dans la limite de 1,5 € la tonne entrant dans l'installation. Sa délibération doit être prise avant le 15 octobre de l'année précédant celle de l'imposition.

Lorsque l'installation est implantée sur le territoire de plusieurs communes, des délibérations concordantes de leurs conseils municipaux respectifs sont nécessaires pour instituer la taxe et en fixer le montant. Ces délibérations concordantes doivent, en outre, déterminer les modalités de répartition du produit de la taxe entre les communes concernées.

De même, si l'installation est située à moins de 500 mètres du territoire d'une ou plusieurs communes limitrophes de celle qui établit la taxe, celle-ci ne peut être instituée que par délibérations concordantes de leurs conseils municipaux respectifs. Ces délibérations doivent également déterminer la répartition du produit entre les communes.

IX. – VERSEMENT DESTINÉ AU FINANCEMENT DES TRANSPORTS EN COMMUN (ART. L. 2333-64 À L. 2333-75 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES)

En dehors de la région d'Ile-de-France, les personnes physiques ou morales, publiques ou privées, à l'exception des fondations et associations reconnues d'utilité publique à but non lucratif dont l'activité est à caractère social, peuvent être assujetties, sous certaines conditions, à un versement destiné au financement des transports en commun (dit « versement transports »).

Le versement transports (VT) est institué par délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'EPCI. Les collectivités locales et groupements fixent également le taux du VT dans les limites fixées à l'article L. 2333-67 du CGCT.

Un dispositif de réduction des écarts de taux est prévu (5) :

- dans le cas d'une extension d'un périmètre de transports urbains par création ou extension du périmètre d'un EPCI à fiscalité propre ;
- dans le cas d'une extension de périmètres d'un syndicat mixte du fait de l'adhésion d'un ou plusieurs EPCI.

Ainsi, les taux du VT applicables à des communes nouvellement incluses peuvent être progressivement rapprochés de celui de l'organe délibérant du groupement (EPCI ou syndicats mixtes) sur une période maximale de cinq ans.

Ce dispositif de rapprochement des taux a été étendu aux cas des communes nouvellement incluses dans un périmètre de transports urbains, suite au transfert de la compétence correspondante à l'EPCI dont elles sont membres (6).

(1) Cf. l'article 90 de la loi de finances initiale pour 2006.

(2) Cf. l'article 73 de la loi de finances initiale pour 2007.

(3) Cf. l'article 266 *sexies* du code des douanes.

(4) Cf. l'article 108 de la loi de finances pour 2009.

(5) Cf. l'article 55 de la loi relative à la démocratie de proximité du 27 février 2002.

(6) Cf. l'article 33 de la loi de finances pour 2003.

L'article 102 de la loi de finances initiale pour 2008 a introduit un article L. 5722-7-1 dans le CGCT. Ce dernier permet désormais aux syndicats mixtes composés exclusivement ou conjointement de communes, de départements ou d'EPCI de percevoir le VT, dans les conditions prévues à l'article L. 2333-64 du CGCT, lorsqu'ils sont compétents pour l'organisation des transports urbains.

Rappel : le seuil d'assujettissement au versement transport (VT) des employeurs (autres que les fondations et associations reconnues d'utilité publique à but non lucratif dont l'activité est de caractère social) est fixé à plus de neuf salariés. Pour atténuer l'impact du franchissement de ce seuil, les employeurs sont d'abord exonérés pendant trois ans de VT, puis y sont assujettis progressivement au cours des trois années suivantes, à hauteur de 25 %, puis de 50 % et enfin de 75 %. L'assujettissement n'est donc total que la septième année après le franchissement du seuil.

L'article 48 de la loi de 4 août 2008 de modernisation de l'économie a modifié l'article L. 2333-64 afin de faire bénéficier de l'assujettissement progressif les employeurs, qui franchissent le seuil du fait de la reprise ou de l'absorption d'une entreprise.

Nota bene : transmission des délibérations en matière du versement transport.

La délibération relative à l'institution du VT ou à la fixation de son taux est exécutoire dès sa publication et sa transmission au représentant de l'Etat.

L'exécution immédiate de la délibération pour les unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF), chargées du recouvrement du VT, présente des difficultés, car ces dernières ne sont pas systématiquement destinataires des délibérations des autorités organisatrices des transports urbains (AOTU). Le décalage entre la mise en œuvre de la délibération et sa date d'entrée en vigueur provoque des régularisations rétroactives et conduit les organismes de recouvrement à effectuer des rappels qui, du point de vue des entreprises redevables, semblent, à tort, provenir de déclarations pré-imprimées adressées par l'URSSAF, alors même qu'ils ne sont dus qu'à ce décalage.

Afin d'améliorer le recouvrement et l'information des entreprises, les préfets doivent transmettre à l'URSSAF dont l'AOTU relève, les délibérations concernant l'institution et le taux du VT.

En cas de pluralité d'URSSAF concernées, seule l'URSSAF du département de localisation de l'AOTU sera saisie, à charge pour cette dernière de retransmettre l'information à l'agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS). Vous trouverez, en annexe de cette circulaire, la liste des URSSAF.

DEUXIÈME PARTIE. – TAXES D'URBANISME

En matière de taxes d'urbanisme, les délibérations peuvent généralement être prises à n'importe quel moment de l'année.

I. – TAXE LOCALE D'ÉQUIPEMENT (TLE)

Institution (art. 1585 A du CGI)

La TLE s'applique :

- de plein droit dans les communes de 10 000 habitants et plus et dans certaines communes de la région parisienne (1) ; les communes concernées peuvent toutefois renoncer par délibération à la percevoir ; cette délibération est valable pour une période de trois ans à compter de la date de son entrée en vigueur ;
- de manière facultative dans les autres communes ; les délibérations par lesquelles la commune institue la taxe, ou ultérieurement renonce à la percevoir, sont valables pour une période de trois ans minimum à compter de leur entrée en vigueur.

La taxe est perçue au profit des communes. Elle a le caractère d'une recette extraordinaire.

Exonérations (art. 1585 C du CGI)

Les communes peuvent renoncer à percevoir, en tout ou en partie, la TLE sur les locaux d'habitation édifiés par les organismes d'habitations à loyer modéré, ainsi que par les sociétés d'économie mixte.

Les organismes d'habitations à loyer modéré concernés sont (2) :

- les offices publics d'aménagement et de construction ;
- les offices publics d'habitations à loyer modéré ;
- les sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré ;
- les sociétés anonymes coopératives de production d'habitations à loyer modéré ;

(1) Elles figurent sur une liste arrêtée par un décret du 5 octobre 1972.

(2) Cf. l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation.

- les sociétés anonymes de crédit immobilier ;
- les fondations d'habitations à loyer modéré.

La délibération relative à l'exonération peut porter sur l'une des catégories énumérées ci-dessus. Elle s'applique alors à l'ensemble des organismes de cette catégorie. Elle doit être de portée générale et ne doit pas viser un organisme particulier.

Les communes peuvent exempter de TLE les bâtiments agricoles autres que ceux mentionnés à l'article L. 112-7 du code de l'urbanisme.

Le dégrèvement de TLE que les communes pouvaient prévoir pour les reconstructions de bâtiments présentant un intérêt patrimonial pour la collectivité et faisant l'objet d'une procédure d'autorisation spécifique (chalets d'alpage, bâtiments d'estive) a été transformé en exonération facultative, totale ou partielle (1).

Les communes peuvent également exonérer de TLE, jusqu'au 31 décembre 2009, les constructions de serre de production agricole dont le permis de construire a été délivré entre le 1^{er} janvier 1996 et le 31 décembre 1998 (2).

Assiette (art. 1585 D du CGI)

L'assiette de la TLE est constituée par la valeur de l'ensemble immobilier (terrains et bâtiments) déterminée forfaitairement en appliquant à la surface hors œuvre nette (SHON) une valeur au mètre carré, variable selon la catégorie des immeubles. C'est à cette valeur qu'est ensuite appliqué le taux fixé par la commune ou l'EPCI. Les valeurs forfaitaires applicables aux différentes catégories de construction sont revalorisées chaque année, au 1^{er} janvier, en fonction de l'indice INSEE du coût de la construction. Le barème de la taxe s'applique à neuf catégories de bâtiments.

Afin de tenir compte des coûts en matière d'équipements engendrés pour les communes par la construction de nouveaux logements, une revalorisation de l'assiette de la TLE est appliquée depuis le 1^{er} janvier 2007 (3) :

CATÉGORIES DE CONSTRUCTIONS	2008		2009	
	Valeurs par m ² de plancher hors œuvre (départements hors région IDF), en €	Valeurs par m ² de plancher hors œuvre applicable en IDF, en € (*)	Valeurs par m ² de plancher hors œuvre (départements hors région IDF), en €	Valeurs par m ² de plancher hors œuvre applicable en IDF, en € (*)
Catégorie 1	93	102	102	112
Catégorie 2	172	189	188	207
Catégorie 3	284	312	309	340
Catégorie 4	246	271	268	295
Catégorie 5° (1 à 80 m ²)	350	385	381	419
Catégorie 5° (81 à 170 m ²)	512	563	557	613
Catégorie 6	496	546	540	594
Catégorie 7	672	739	732	805
Catégorie 8	672	739	732	805
Catégorie 9	672	739	732	805

(*) Ces valeurs sont celles des départements situés hors de la région Ile-de-France majorées de 10 %.

Taux (art. 1585 E du CGI)

Le taux de la TLE est fixé par la loi à 1 % de la valeur de l'ensemble immobilier déterminé forfaitairement conformément au barème prévu à l'article 1585 D du CGI. Ce taux peut être porté jusqu'à 5 % par délibération de la commune. En ce cas, le taux ne peut faire l'objet d'aucune modification avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de son entrée en vigueur.

Les communes peuvent voter de nouveaux taux, alors même que les taux actuels seraient en vigueur depuis moins de trois ans, si les éléments intervenant dans le calcul de la valeur des ensembles immobiliers (4) viennent à être modifiés (5).

Pour une même catégorie, le taux est uniforme pour l'ensemble du territoire communal.

(1) Cf. l'article 128 de la loi de finances rectificative pour 2006.
 (2) Cf. l'article 137 de la loi de finances rectificative pour 2006.
 (3) Cf. l'article 25 de la loi portant engagement national pour le logement. Les barèmes applicables en 2005 ont été augmentés de 10 %.
 (4) Cf. l'article 1585 D du CGI.
 (5) Cf. le dernier alinéa du II de l'article 1585 E du CGI.

Les taux votés par les communes avant l'entrée en vigueur de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU), soit le 5 juillet 1991, continuent d'être applicables.

Les EPCI compétents pour la réalisation d'équipements publics d'infrastructure peuvent exercer les pouvoirs appartenant aux communes en matière de TLE (1).

Ces dispositions sont applicables aux syndicats mixtes composés exclusivement de communes et d'EPCI compétents pour la réalisation d'équipements d'infrastructure.

La décision d'exercer ces compétences est prise avec l'accord des communes concernées, sauf si le produit de la taxe constitue une recette de l'EPCI en application de ses statuts.

Sauf dans le cas où les statuts de l'EPCI en disposent autrement, les décisions doivent être adoptées à la majorité des deux tiers des voix de l'organe délibérant. Elles sont valables pour une durée de trois ans à compter de leur entrée en vigueur.

L'EPCI peut décider de reverser à ses communes membres une partie des recettes de TLE.

II. – TAXE DÉPARTEMENTALE POUR LE FINANCEMENT DES CONSEILS D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT (TDCAUE)

La TDCAUE étant facultative, son institution est subordonnée à une délibération du conseil général, qui s'applique à toutes les communes du département (2).

Elle est assise et recouvrée selon les mêmes modalités et sous les mêmes sanctions que la TLE. Son taux, fixé par le conseil général, ne peut excéder 0,3 % de la valeur de l'ensemble immobilier déterminé comme en matière de TLE. Son produit est perçu au profit du département et a le caractère d'une recette de fonctionnement.

III. – VERSEMENT POUR DÉPASSEMENT DU PLAFOND LÉGAL DE DENSITÉ (VDPLD)

Le VDPLD prévu aux articles L. 112-1 et suivants et L. 333-1 du code de l'urbanisme a été supprimé en 2000 (3). Il ne peut donc plus être mis en œuvre par les communes qui ne l'avaient pas instauré avant le 1^{er} janvier 2000.

En revanche, les communes qui l'avaient institué avant cette date peuvent continuer à le percevoir.

Le VDPLD est supprimé de plein droit en cas d'institution par la commune de la participation pour voirie et réseaux (PVR).

IV. – REMPLACEMENT DE LA PARTICIPATION POUR CRÉATION DE VOIE NOUVELLE ET RÉSEAUX (PVNR) PAR LA PARTICIPATION POUR VOIRIE ET RÉSEAUX (PVR)

La participation pour voirie et réseaux (PVR) (4) a remplacé la participation pour voie nouvelle et réseaux.

Les communes peuvent financer par cette taxe, entièrement ou partiellement :

- la construction de voies nouvelles ;
- les aménagements de voies existantes, ainsi que l'établissement ou l'adaptation des réseaux qui leur sont associés, lorsque ces travaux sont réalisés pour permettre l'implantation de nouvelles constructions.

La mise en place de la PVR appelle deux types de délibérations :

- une délibération instaurant la participation sur l'ensemble du territoire de l'autorité compétente ; cette délibération a pour effet d'abroger le VDPLD, si celui-ci était encore appliqué dans la commune concernée ; la PVR est instituée par une commune ou par un groupement (EPCI ou syndicat mixte) bénéficiant :
- soit de la compétence « création de la PVR » dans ses statuts ;
- soit de la compétence pour la réalisation de la totalité des équipements susceptibles d'être financés par la PVR (5) ; dans ce cas, le transfert de la compétence « création de la PVR » est automatique, même dans le silence des statuts ;

(1) Cf. l'article 1635 bis B du CGI.

(2) La délibération est applicable à compter du jour suivant sa publication, à moins qu'elle ne prévienne une date postérieure pour son entrée en vigueur (art. 1599 B du CGI).

(3) Cf. les articles 46-3° et 50 de la loi SRU du 13 décembre 2000.

(4) Cf. les articles L. 332-11-1 et L. 332-11-2 du code de l'urbanisme.

(5) Voirie, éclairage public, eaux pluviales, eau potable, électricité et assainissement.

- des délibérations spécifiques à chaque voie précisant les travaux et le montant de la participation par mètre carré de terrain qui sera mis à la charge des propriétaires fonciers (1) ; pour chaque voie, doivent être précisés les études, les acquisitions foncières et les travaux à prendre en compte pour le calcul de la participation, compte tenu de l'équipement de la voie prévu à terme.

Seuls les études, les acquisitions foncières et les travaux à réaliser définis par la délibération peuvent être mis à la charge des propriétaires. Sur une voie déjà existante, si aucun aménagement supplémentaire n'est prévu, les travaux peuvent ne concerner que les réseaux. Dans ce cas, la commune peut prévoir, avec l'accord du ou des EPCI ou syndicats mixtes compétents pour ces réseaux, que la participation lui (leur) sera versée directement.

Une fois la part mise à la charge des propriétaires fonciers définie, elle est répartie entre les propriétaires au prorata de la superficie des terrains bénéficiant de cette desserte et situés à moins de quatre-vingts mètres de la voie. La commune peut, en fonction des circonstances locales, modifier la distance prise en compte, dans une fourchette de soixante à cent mètres.

La commune peut également exclure :

- les terrains qui ne peuvent supporter de constructions du fait de contraintes physiques ;
- les terrains non constructibles du fait de prescriptions ou de servitudes administratives dont l'édiction ne relève pas de la compétence de la commune ou de l'EPCI ; lorsque la commune n'a prévu aucun aménagement supplémentaire de la voie et que les travaux portent exclusivement sur les réseaux d'eau et d'électricité, elle peut également exclure les terrains déjà desservis par ces réseaux.

Du fait du principe constitutionnel d'égalité devant les charges publiques, les communes qui ont institué la PVR sur leur territoire sont tenues de l'appliquer chaque fois qu'elles décident de réaliser sur une voie, des travaux permettant l'implantation de nouvelles constructions. En revanche, elles peuvent ne pas l'appliquer lorsqu'elles réalisent des travaux de voirie ou de réseaux qui ne sont pas destinés à permettre l'implantation de nouvelles constructions.

En outre, la PVR n'est pas due pour les voies et réseaux :

- compris dans le programme des équipements publics d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) créée en application de l'article L. 311-1 du code de l'urbanisme ;
- compris dans un programme d'aménagement d'ensemble créé en application de l'article L. 332-9 du même code.

Les opérations de construction de logements sociaux visées au II de l'article 1585 C du CGI peuvent être exemptées de la PVR.

Par ailleurs, les délibérations, conventions et actes relatifs à l'ancienne PVNR, adoptés avant la publication de la loi du 2 juillet 2003 « urbanisme et habitat », restent valables pour l'instauration et la mise en œuvre de la PVR.

Les taxes et participations d'urbanisme sont cumulables avec la PVR. Toutefois, il ne peut être exigé des bénéficiaires d'autorisations d'occupation des sols des participations destinées à financer des équipements publics dont le coût est déjà couvert par la PVR.

En outre, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, dès lors que la PVR est instaurée, le régime de droit local, maintenu en vigueur, ne peut plus être mis en application pour le financement de nouveaux travaux d'aménagement de voie.

Rappel : pour toute information complémentaire sur la PVR, vous pouvez vous reporter utilement à la circulaire n° 2004-8/UHC/DU3/5 du ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer relative aux modalités de mise en œuvre de la PVR qui présente, en particulier, des modèles de délibération.

V. – PARTICIPATION POUR NON-RÉALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT (PNRAS)

L'article L. 123-1-2 du code de l'urbanisme prévoit que, lorsque le plan local d'urbanisme (PLU) impose la réalisation d'aires de stationnement, des substituts peuvent être mis en œuvre par un constructeur (bénéficiaire du permis de construire) empêché de réaliser sur le terrain d'assiette de son opération le nombre de places de stationnement prescrit par le PLU.

Le constructeur peut alors réaliser des aires de stationnement dans l'environnement immédiat du terrain retenu pour l'implantation d'une construction nouvelle ou obtenir un contrat de concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation ou encore acquérir des places dans un parc privé de stationnement existant ou en cours de réalisation.

A défaut, les communes et les groupements compétents en matière d'urbanisme peuvent instituer la « participation pour non-réalisation d'aires de stationnement » dont le produit est affecté à la réalisation de parcs publics de stationnement.

Les modalités de calcul de la PNRAS sont fixées par l'article R. 332-17 du code de l'urbanisme, qui est entré en vigueur le 1^{er} octobre 2007. Le montant de la participation est obtenu en multipliant la valeur forfaitaire d'une place de stationnement

(1) Cf. article L. 332-11-2 du code de l'urbanisme.

par le nombre de places de stationnement non réalisées pour lesquelles le constructeur ne justifie, ni de l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation et situé à proximité de l'opération, ni de l'acquisition de places dans un parc privé de stationnement répondant aux mêmes conditions.

La valeur forfaitaire d'une place de stationnement non réalisée est fixée par délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'EPCI, si ce dernier exerce la compétence « parc de stationnement ». Le montant de la participation ne peut excéder 16 902,03 € par place de stationnement manquante. Cette valeur a été actualisée au 1^{er} novembre 2008 en fonction de l'évolution de l'indice du coût de la construction publié par l'INSEE.

VI. – TAXE DÉPARTEMENTALE DES ESPACES NATURELS SENSIBLES (TDENS)

Pour mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles, boisés ou non, le département peut instituer une taxe départementale des espaces naturels sensibles (TDENS) (1).

Cette taxe facultative peut être instituée par délibération du conseil général, qui en fixe le taux dans la limite de 2 %. Ce taux peut varier selon les catégories de construction.

La taxe constitue, du point de vue fiscal, un élément du prix de revient de l'ensemble immobilier. La taxe est perçue au profit du département en tant que recette grevée d'affectation spéciale et a le caractère d'une recette de fonctionnement.

Le département peut, par ailleurs, exonérer de la TDENS :

- certains logements sociaux ;
- les locaux artisanaux et industriels situés dans les communes de moins de 2 000 habitants.

VII. – TAXE SUR LES ACTIVITÉS COMMERCIALES NON SALARIÉES À DURÉE SAISONNIÈRE

Les communes peuvent instituer une taxe sur les activités commerciales non salariées à durée saisonnière, assise sur la surface du local, de l'emplacement ou du véhicule où l'activité est exercée (2). Les tarifs, dus par jour d'activité, sont compris entre 0,76 € et 9,15 € par mètre carré de surface.

Les conditions de mise en place de la taxe, notamment les obligations déclaratives et de paiement des redevables sont fixées par décret (3).

La délibération d'institution de la taxe peut être prise à tout moment pour une entrée en vigueur immédiate.

PARTIE III. – FISCALITÉ INDIRECTE ET DROITS D'ENREGISTREMENT

En matière de fiscalité indirecte et de droits d'enregistrement, les dates limites de délibération diffèrent selon les taxes.

Les délibérations des collectivités locales en matière notamment de taxe sur l'électricité, de taxe de séjour et taxe de séjour forfaitaire et de taxe sur les remontées mécaniques sont applicables dès qu'elles sont devenues exécutoires et tant qu'elles n'ont pas été rapportées.

Le législateur a en revanche prévu des dates limites de délibération pour les autres taxes.

I. – TAXE DE SÉJOUR – TAXE DE SÉJOUR FORFAITAIRE

La taxe de séjour ou la taxe de séjour forfaitaire peut être instituée par les communes visées à l'article L. 2333-26 du CGCT et par les catégories d'EPCI suivantes :

- les communautés de communes ;
- les communautés d'agglomération ;
- les communautés urbaines ;
- les syndicats d'agglomération nouvelle ;
- les syndicats de communes ;
- les syndicats mixtes qui ne comprennent que des collectivités territoriales ou des groupements à fiscalité propre qui réalisent des actions de promotion en faveur du tourisme ou, dans la limite de leurs compétences, des actions de protection et de gestion de leurs espaces naturels ;
- les EPCI érigés en stations classées selon la même procédure que les communes ;

(1) Cf. l'article L. 142-2 du code de l'urbanisme.

(2) Cf. les articles L. 2333-87 à L. 2333-90 du CGCT.

(3) Cf. le décret n° 2002-181 du 14 février 2002, codifié aux articles R. 2333-133 à R. 2333-138 du CGCT.

- les EPCI bénéficiant, au titre du tourisme, de la dotation supplémentaire ou de la dotation particulière identifiée au sein de la part forfaitaire de la DGF.

La collectivité qui institue la taxe peut opter, soit pour la taxe de séjour classique, soit pour une taxe de séjour forfaitaire. La collectivité doit choisir entre ces deux régimes de taxe pour chacune des catégories d'hébergement visées à l'article R. 2333-44 du CGCT.

Le département a la faculté d'instituer une taxe additionnelle à la taxe de séjour ou à la taxe de séjour forfaitaire perçue par les communes et les EPCI.

La taxe est due pendant une période de perception fixée librement par l'assemblée délibérante. La période de perception de ces taxes doit cependant être fixée par délibération pour chaque station.

Rappel : les dispositions applicables en matière de taxe de séjour et de taxe de séjour forfaitaire, ainsi que les tarifs applicables à compter de 2003, ont été précisés dans la circulaire n° NOR/LBL/B/03/10070/C du 3 octobre 2003 à laquelle vous pouvez utilement vous référer.

II. – LA TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE

L'article 171 de la loi de modernisation de l'économie a substitué la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) aux trois taxes sur la publicité.

Les délibérations afférentes au régime de la TLPE doivent être prises avant le 1^{er} juillet de l'année pour être applicables à compter du 1^{er} janvier de l'année suivante.

Sur cette taxe, vous pouvez vous reporter utilement à la circulaire spécifique n° NOR/INT/B/08/00160/C du 24 septembre 2008.

III. – TAXE RÉGIONALE SUR LES PERMIS DE CONDUIRE (ART. 1599 *TERDECIES* ET *QUATERDECIES* DU CGI)

Le tarif de cette taxe est fixé librement par le conseil régional. Il peut, le cas échéant, être nul.

Les décisions du conseil régional prennent effet le premier jour du deuxième mois à compter de la date à laquelle les décisions concernées sont devenues exécutoires.

IV. – TAXE RÉGIONALE SUR LES CERTIFICATS D'IMMATRICULATION DES VÉHICULES (ART. 1599 *QUINDECIES* ET SUIVANTS)

Le taux unitaire par cheval vapeur de cette taxe, dite « taxe sur les cartes grises », est déterminé chaque année par délibération du conseil régional (1). Aucune date limite de délibération n'ayant été précisée par le législateur, la délibération peut intervenir à tout moment.

Les conseils régionaux peuvent exonérer de la taxe sur les cartes grises les véhicules spécialement équipés pour fonctionner au moyen de l'énergie électrique, du gaz naturel-véhicules, du gaz de pétrole liquéfié ou du super éthanol E 85 (2).

Les conseils régionaux ne disposent pas de la possibilité de moduler cette exonération, qui ne peut s'élever qu'à 50 % ou à 100 % du montant de la taxe. En l'absence de précision du texte législatif, il n'existe pas de date limite de délibération.

Rappel : dans le cadre du nouveau système d'immatriculation des entreprises, entré en vigueur le 15 avril 2009, le régime de la taxe régionale sur les certificats d'immatriculation a subi quelques modifications. Elles ont été analysées dans la circulaire n° NOR/INT/B/09/00033/C, du 17 février 2009, relative aux informations fiscales utiles à la préparation des budgets primitifs locaux pour 2009 (page 43).

V. – TAXE COMMUNALE POUR LA COLLECTE, LE TRANSPORT, LE STOCKAGE ET LE TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES (ART. L. L. 2333-97 À L. 2333-101 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES)

Afin de financer les dépenses d'investissement et de fonctionnement de leurs installations de collecte, de transport, de stockage et de traitement des eaux pluviales, les communes peuvent instituer, par une délibération adoptée avant le 1^{er} octobre d'une année pour application au 1^{er} janvier de l'année qui suit, une taxe annuelle dont le produit est affecté (3).

(1) Cf. l'article 1599 *sexdecies* du CGI.

(2) Cf. l'article 1599 *novodecies* A du CGI dans sa rédaction issue de l'article 27 de la loi de finances rectificative pour 2006. Voir également le BOI 7 M-3-08 n° 38 du 8 avril 2008.

(3) Cf. les articles L. 2333-97 à L. 2333-101 du CGCT issus de l'article 48 de la loi du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques.

Lorsque la commune a partiellement ou totalement transféré ces missions à un EPCI ou à un syndicat mixte, cette taxe est instituée par l'entité qui déverse les eaux pluviales dans le milieu récepteur. Lorsque plusieurs entités (communes ou groupements) remplissent cette condition, l'institution de la taxe, la désignation de la personne publique chargée de son recouvrement et de son contentieux, ainsi que les modalités de reversement de taxe entre ces entités, sont effectuées par délibérations concordantes.

Le montant de cette taxe, due par les propriétaires d'immeubles raccordés à un réseau public de collecte des eaux pluviales, correspond au produit de la superficie de l'immeuble concerné, exprimée en mètres carrés, par un tarif pouvant s'élever au plus à 0,20 € par mètre carré.

Le contribuable peut, par la réalisation de dispositifs limitant le déversement des eaux pluviales dans le réseau, bénéficier d'un abattement sur le montant de la taxe, sous réserve de permettre l'accès à sa propriété aux personnes chargées du contrôle de ces dispositifs par la commune ou le groupement.

Si tout ou partie des missions de collecte, transport, stockage et traitement des eaux pluviales a été conféré à un EPCI ou à un syndicat mixte, la taxe est instituée par la commune ou le groupement qui déverse les eaux pluviales dans le milieu récepteur. Si plusieurs communes et groupements remplissent ce critère, ils prennent des délibérations concordantes pour instituer la taxe et désigner la collectivité qui en assurera le recouvrement et le contentieux.

Ce dernier point a été modifié par la loi de finances rectificative pour 2007, qui dispose que la collectivité ainsi désignée assurera l'assiette, la liquidation et l'émission des titres de recettes afférent à cette taxe, tandis que le recouvrement sera assuré par son comptable, comme en matière d'impôts directs.

Les modalités d'application de cette taxe sont subordonnées à la publication d'un décret en Conseil d'Etat. Pour que la taxe soit applicable en 2010, les délibérations qui l'instituent et en fixent le tarif devraient en principe intervenir avant le 1^{er} octobre 2009. Le décret d'application étant toujours en cours de rédaction par le ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sa publication ne pourra pas intervenir avant cette date. La taxe ne pourra donc pas être instaurée avant 2010.

VI. – TAXE SUR LES FRICHES COMMERCIALES (ART. 1530 DU CGI)

Les communes et leurs EPCI à fiscalité propre compétents en matière d'aménagement des zones d'activités commerciales (ZAC), peuvent instituer, par une délibération adoptée avant le 1^{er} octobre de chaque année, une taxe annuelle sur les friches commerciales qui s'appliquera à compter du 1^{er} janvier de l'année suivante. Cette taxe est applicable pour la première fois en 2009.

Sont imposables les locaux commerciaux qui ne sont plus affectés à une activité entrant dans le champ d'application de la TP et qui ne sont plus occupés depuis au moins cinq ans, à l'exclusion du cas où cette situation est indépendante de la volonté du contribuable.

Le régime applicable à la taxe sur les friches commerciales est identique à celui applicable à la TFB en matière d'assiette (50 % de la valeur locative cadastrale), de redevable (propriétaire, usufruitier), de contrôle, de recouvrement et de contentieux.

Le taux de la taxe est progressif (5 % la première année, 10 % la deuxième, puis 15 % à compter de la troisième) et peut être majoré sur délibération du conseil municipal ou du conseil communautaire dans la limite du double du taux applicable.

Les dégrèvements accordés du fait de l'absence de volonté du contribuable dans l'inexploitation du bien ou de l'inclusion à tort de ce local dans la liste des biens passibles de la taxe sur les friches commerciales (1), sont mis à la charge de la commune ou de l'EPCI et sont imputés sur les douzièmes de fiscalité.

Ces dispositions sont applicables à compter des impositions établies au titre de 2008.

VII. – DROIT DÉPARTEMENTAL D'ENREGISTREMENT ET TAXE DÉPARTEMENTALE DE PUBLICITÉ FONCIÈRE ; TAXE COMMUNALE ADDITIONNELLE À CES TAXES (DMTO, ARTICLE 682 ET SUIVANT DU CGI, 1584 ET SUIVANTS ET 1594-0 ET SUIVANTS)

Les conseils généraux ont, dans les limites prévues par la loi, la possibilité de fixer le taux du droit départemental d'enregistrement ou de la taxe départementale de publicité foncière et de décider certains abattements ou exonérations.

Ils ne votent qu'un seul taux applicable aux mutations d'immeubles à titre onéreux. Ce taux est compris entre 1 % et 3,6 %, quelle que soit la nature des biens immobiliers sur lesquels porte la mutation.

(1) Liste transmise avant le 1^{er} octobre de l'année précédant l'année d'imposition aux services fiscaux par le conseil municipal ou communautaire.

Par ailleurs, une taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière exigible sur les mutations à titre onéreux est perçue directement au profit :

- des communes de plus de 5 000 habitants ;
- des communes classées dont la population est inférieure à ce seuil (1).

Les départements et les communes peuvent voter (2) :

- pour les départements, une réduction jusqu'à 0,5 % du taux de la taxe de publicité foncière ou des droits d'enregistrement ;
- pour les communes, une réduction jusqu'à 0,5 % du taux de la taxe communale additionnelle aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière pour les mutations à titre onéreux d'immeubles et de droits immobiliers situés sur leur territoire (3).

L'application de la réduction est subordonnée aux conditions suivantes :

- la mutation s'inscrit dans le cadre d'une opération consistant, soit en des ventes par lots déclenchant le droit de préemption du locataire, soit en la vente d'un ou plusieurs lots consécutive à la mise en copropriété d'un immeuble en raison de l'exercice par l'un des locataires du droit de préemption ;
- la vente porte sur un logement occupé ;
- l'acquéreur s'engage dans l'acte d'acquisition à affecter le logement à la location pendant une durée minimale de six ans à compter de la date d'acquisition.

Les départements et les communes peuvent exonérer, respectivement de taxe de publicité foncière ou de droits d'enregistrement et de taxe communale additionnelle aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière, les cessions autres que la première de chacune des parts de sociétés civiles immobilières d'accession progressive à la propriété, mentionnées à l'article L. 443-6-2 du code de la construction et de l'habitation, représentatives de fractions d'immeubles (4).

VII. – I. – RÔLE DU CONSEIL GÉNÉRAL

Les conseils généraux peuvent voter, à titre facultatif :

- un abattement sur la base imposable (prix) des acquisitions d'immeubles d'habitation et de garage, soit pour tout le département, soit seulement pour les ZRR ; ils peuvent fixer le montant de cet abattement entre 7 600 € et 46 000 € par fraction de 7 600 € ;
- une réduction allant jusqu'à 0,5 % du taux de la taxe de publicité foncière ou des droits d'enregistrement pour les mutations de logements occupés réalisées dans le cadre, soit de ventes par lots déclenchant le droit de préemption du locataire, soit de la vente d'un ou plusieurs lots, consécutive à la mise en copropriété d'un immeuble en raison de l'exercice par l'un des locataires du droit de préemption (5) ;
- l'exonération des cessions de logement réalisées par les HLM et les sociétés d'économie mixte (SEM), ainsi que celle des acquisitions qu'ils effectuent ; Dans ces deux derniers cas, l'exonération ne peut pas dissocier les HLM des SEM ;
- l'exonération des acquisitions par les mutuelles de retraite des anciens combattants et victimes de guerre ;
- l'exonération des baux à réhabilitation ;
- l'exonération, dans les départements d'outre-mer, des acquisitions d'immeubles que l'acquéreur s'engage à affecter, dans un délai de quatre ans suivant la date d'acquisition, à l'exploitation d'un hôtel, d'une résidence de tourisme ou d'un village de vacances classés pour une durée minimale de huit ans ;
- l'exonération des acquisitions de propriétés en nature de bois et forêts et de terrains nus destinés à être reboisés ;
- l'exonération des cessions autres que la première de chacune des parts de SCI d'accession progressive à la propriété mentionnées à l'article L. 443-6-2 du code de la construction et de l'habitation représentatives de fractions d'immeubles (6).

Le département peut exonérer chacune de ces opérations indépendamment les unes des autres. La nature de l'opération exonérée doit figurer expressément dans la délibération, qui ne peut avoir qu'une portée générale : l'exonération ne peut pas porter seulement sur une partie de la base imposable (prix) ou sur un organisme particulier.

(1) Cf. l'article 1584 du CGI.

(2) Cf. l'article 2 de la loi du 13 juin 2006 relative au droit de préemption et à la protection des locataires.

(3) Cf. le 1^{er} du 1^{er} de l'article 1584 du CGI.

(4) Cf. l'article 34 de la loi du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement.

(5) Cf. l'article 1594 F *sexies* du CGI.

(6) Cf. l'article 1594 H *bis* du CGI.

Les décisions doivent être portées à la connaissance des services fiscaux par l'intermédiaire des services préfectoraux avant le 31 mars. Elles prennent effet le 1^{er} juin suivant.

Elles sont en principe valables pour un an, mais le département n'est pas obligé de voter les taux, abattements ou exonérations chaque année. En l'absence de délibération, les décisions antérieures sont reconduites.

Le département n'est tenu de délibérer que s'il souhaite :

- adopter de nouveaux taux, abattements ou exonérations ;
- augmenter ou diminuer un taux ou un abattement existant ;
- supprimer un abattement ou une exonération.

Si une décision est adoptée pour une durée déterminée, le régime antérieur s'applique à nouveau, à l'échéance de cette période, sauf délibération contraire.

La transmission des délibérations s'opère selon les modalités suivantes :

- dans les meilleurs délais après l'adoption de la délibération et, en tout état de cause, avant le 30 mars 2010, le département transmet simultanément au préfet pour être rendus exécutoires après contrôle de légalité et au directeur des services fiscaux pour information (copie) :
 - la délibération ;
 - s'il n'est pas inclus dans la délibération, le tableau « droits départementaux d'enregistrement et taxe départementale de publicité foncière : décision du conseil général » dûment complété (1) ;
 - avant le 31 mars, le préfet notifie au directeur des services fiscaux une copie de la délibération.

VII. – II. – RÔLE DU CONSEIL MUNICIPAL

Le conseil municipal peut voter, à titre facultatif :

- une réduction du taux de la taxe communale additionnelle aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière pour les mutations visées au 1 du 1 de l'article 1584 du CGI ;
- l'exonération de la taxe communale additionnelle aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière sur les acquisitions de propriétés en nature de bois et forêts et de terrains nus destinés à être reboisés, lorsque le département n'a pas voté d'exonération ;
- l'exonération de la taxe communale additionnelle aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière perçue sur les cessions autres que la première de chacune des parts de SCI d'accession progressive à la propriété mentionnées à l'article L. 443-6-2 du code de la construction et de l'habitation représentatives de fractions d'immeubles.

Pour l'application de ces deux dernières exonérations visées, les communes concernées sont :

- les communes de plus de 5 000 habitants ;
- les communes de plus de 5 000 habitants, classées communes touristiques (2).

En revanche, les communes de moins de 5 000 habitants et les communes non classées n'ont pas la possibilité de délibérer dans la mesure où la taxe est alors perçue au profit du fonds de péréquation (*cf.* VIII *infra*).

La transmission des délibérations s'effectue dans les mêmes conditions que celles prévues pour les départements.

VIII. – RÉPARTITION DU FONDS DE PÉREQUATION DÉPARTEMENTAL DE LA TAXE ADDITIONNELLE AUX DROITS D'ENREGISTREMENT OU À LA TAXE DE PUBLICITÉ FONCIÈRE SUR LES MUTATIONS À TITRE ONÉREUX (ART. 1595 *BIS* DU CGI)

Un fonds de péréquation départemental est alimenté par le produit de la taxe communale additionnelle aux DMTO, lorsque celle-ci est perçue dans les communes de moins de 5 000 habitants autres que les communes classées.

Les ressources de ce fonds sont réparties par le département entre les communes de moins de 5 000 habitants (autres que les communes classées), en tenant compte notamment de l'importance de la population, des charges de voirie de la commune et des dépenses d'équipement brut.

Ces trois critères légaux doivent être pris en compte de façon prépondérante. L'utilisation d'autres critères n'est pas proscrite, mais ceux-ci doivent, comme les critères légaux, se fonder sur le principe de péréquation. Ce principe suppose de sélectionner les collectivités les plus défavorisées, en mesurant objectivement les inégalités de ressources et de charges.

Le montant des dépenses d'équipement brutes à utiliser pour la répartition effectuée en 2009 sera mis à votre disposition sur l'intranet de la DGCL.

(1) Le modèle de ce tableau (à adapter avec les montants en euros) est reproduit dans la circulaire n° NOR/MCT/B/07/00008C du 26 janvier 2007 relative aux informations fiscales utiles à la préparation des budgets primitifs locaux pour 2007.

(2) Au sens de la sous-section 2 de la section 2 du chapitre III du titre III du livre I du code du tourisme.

IX. – TAXE FORFAITAIRE SUR LES CESSIONS DE TERRAINS NUS DEVENUS CONSTRUCTIBLES
(ART. 1529 DU CGI)

Les communes peuvent instituer une taxe forfaitaire sur la première cession à titre onéreux de terrains nus, qui ont été rendus constructibles du fait de leur classement par un plan local d'urbanisme (ou un document d'urbanisme en tenant lieu) dans une zone urbaine ou dans une zone à urbaniser ouverte à l'urbanisation ou par une carte communale dans une zone constructible.

Les EPCI compétents pour l'élaboration de ces documents d'urbanisme peuvent instituer et percevoir la taxe, en lieu et place de leurs communes membres, sous réserve de l'accord de l'ensemble de celles-ci. Le groupement de communes peut décider de reverser à ses communes membres une partie du produit de la taxe.

Cette taxe s'applique aux cessions ayant engendré une plus-value donnant lieu à taxation ou prélèvement en vertu, respectivement, des articles 150 U et 244 *bis* A du CGI. Elle ne s'applique pas :

- aux cessions de terrains exonérés d'imposition des plus-values ;
- aux cessions de terrains classés comme constructibles depuis plus de dix-huit ans ;
- aux cessions ayant engendré une moins-value.

Le montant de la taxe est fixé à 10 % des deux tiers du prix de cession du terrain. La taxe est exigible lors de la première cession à titre onéreux intervenue après le classement du terrain en terrain constructible et payée par le cédant lors du dépôt de la déclaration retraçant les éléments servant à la liquidation de la taxe.

La délibération instituant la taxe peut être prise à tout moment, mais ne s'applique qu'aux cessions réalisées à compter du premier jour du troisième mois qui suit la date à laquelle elle est intervenue. Elle est notifiée aux services fiscaux au plus tard le premier jour du deuxième mois qui suit la date à laquelle elle est intervenue.

Ces dispositions sont applicables aux cessions intervenues depuis le 1^{er} janvier 2007.

PARTIE IV. – DROITS INDIRECTS

En matière de droits indirects les dates limites de délibération diffèrent selon les taxes.

Ces droits indirects sont :

- soit obligatoires et les collectivités n'ont donc pas à prendre de décision d'institution ; elles peuvent, en revanche, décider certaines exonérations ou moduler les tarifs à la hausse ou la baisse ;
- soit facultatifs et les collectivités doivent alors prendre la décision de les instituer pour bénéficier de leur produit.

J'attire votre attention sur l'obligation pour les services préfectoraux, afin que les décisions des collectivités soient suivies d'effet, de transmettre ces délibérations à la direction générale des douanes et droits indirects qui établit et recouvre les impositions en matière de droits indirects.

I. – IMPÔT SUR LES SPECTACLES, JEUX ET DIVERTISSEMENTS

Cet impôt communal indirect est obligatoire et ne nécessite pas de décision d'institution par les communes (1).

Cependant, les communes peuvent intervenir dans deux cas :

- soit pour décider une majoration, allant jusqu'à 50 % du taux, pour les manifestations sportives (le taux applicables s'élevant à 8 %) et pour les courses automobiles et spectacles de tir aux pigeons (le taux applicables s'élevant à 14 %) (2) ;
- soit pour exonérer les sommes versées à des œuvres de bienfaisance, à la suite de manifestations organisées dans le cadre de mouvements nationaux d'entraide (3).

Ces décisions doivent être prises avant le 31 décembre 2009 pour être effectives en 2010.

En revanche, la commune peut, par délibération adoptée avant le 1^{er} octobre 2009 pour être effective en 2010, exonérer en totalité certaines catégories de compétitions, lorsqu'elles sont organisées par des associations sportives régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 agréées par le ministre compétent, ou bien l'ensemble des compétitions sportives organisées sur le territoire de la commune (4).

Pour plus de détails sur cette imposition, vous pouvez utilement vous reporter à la note de la direction générale des douanes et des droits indirects, jointe en annexe de la circulaire NOR/INT/B/970101/C du 12 juin 1997.

(1) Cf. l'article 1559 du CGI.

(2) Cf. l'article 1560 II du CGI.

(3) Cf. le 4^e de l'article 1561 du CGI.

(4) Cf. l'article 1561 3^e b du CGI.

Une répartition intercommunale du produit de cette taxe était déjà prévue, dans l'hypothèse où un établissement de spectacles était à cheval sur le territoire de plusieurs communes.

Afin de prendre en compte le rôle croissant de l'intercommunalité dans la construction et la gestion des équipements sportifs, l'article 75 de la loi de finances rectificative pour 2007 a prévu une nouvelle hypothèse de partage intercommunal du produit de la taxe, lorsque la manifestation se déroule dans un équipement public ou qui a vocation à devenir propriété publique ; peuvent ainsi bénéficier de la répartition, sur délibérations concordantes :

- la commune d'implantation de l'équipement où se déroule la manifestation taxée ;
- les collectivités ou EPCI maîtres d'ouvrage de l'équipement ;
- les collectivités ou EPCI gestionnaires de l'équipement.

Le second alinéa de l'article 75 précise que ces dispositions s'appliquent aux équipements sportifs mis en service à compter du 1^{er} janvier 2009. Il convient de relever que cette restriction n'est pas seulement temporelle, car la taxe sur les spectacles porte sur les manifestations sportives, mais aussi sur les cercles et maisons de jeux ; si le premier alinéa de l'article 75 comporte une formulation générale (« la réunion sportive ou tout autre manifestation publique soumise à la taxe »), le second se réfère uniquement aux équipements sportifs et exclut donc que l'article 75 s'applique aux cercles et maisons de jeux.

Le texte législatif n'a pas prévu de date limite pour l'adoption des délibérations concordantes des communes et EPCI concernés par cette répartition. En l'absence de précision du texte législatif, il n'existe pas de date limite de délibération.

Pour les appareils automatiques, l'imposition est perçue au profit de l'Etat depuis le 1^{er} janvier 2007. Les communes ne peuvent plus donc prendre de délibération de modulation des tarifs de la taxe.

II. – SURTAXE SUR LES EAUX MINÉRALES (ART. 1582 DU CGI)

Les communes sur le territoire desquelles sont situées des sources d'eaux minérales peuvent décider de percevoir une surtaxe, dans la limite de 0,58 € par hectolitre, portée à 0,70 € par hectolitre pour celles qui ont perçu, au titre des volumes mis à la consommation en 2002, une recette inférieure à celle qu'elles auraient perçue pour ces mêmes volumes en application du mode de calcul de la surtaxe en vigueur avant le 1^{er} janvier 2002 (tarif par litre ou par fraction de litre).

Lorsque le produit de cette surtaxe dépasse le montant des recettes ordinaires de la commune l'année précédente, l'excédent est reversé au département (sauf réalisation d'investissements particuliers).

Cette surtaxe est établie et recouvrée par la direction générale des douanes et droits indirects.

III. – MODULATION RÉGIONALE DU TARIF DE LA TAXE INTÉRIEURE DE CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PÉTROLIERS (TIPP)

La dérogation du Conseil de l'Union européenne accordée à la France, le 25 octobre 2005, pour mettre en œuvre la modulation régionale de la TIPP arrive à échéance le 31 décembre 2009.

Les négociations pour l'obtention d'une prorogation de ce dispositif étant en cours à la date de publication de la présente circulaire, des instructions vous seront adressées ultérieurement sur les modalités de délibération au titre de l'année 2010.

ANNEXE I

EXONÉRATIONS SOUMISES AU *DE MINIMIS* DÉROGATOIRE DE 500 K€

Les exonérations (entrant dans les dispositifs d'aide nationaux pour le droit communautaire) existants au 1^{er} janvier 2009 soumis à l'application de la réglementation communautaire « *de minimis* » subordonnés au plafond de 500 000 € conformément au régime N 7/2009 adopté par la Commission européenne le 19 janvier 2009 :

1. Dispositifs d'aides aux zones de restructuration de la défense :
 - exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties des immeubles situés dans ces zones (art. 1383 I du CGI) ;
 - exonération de taxe professionnelle des entreprises pour les créations et extensions d'établissements situés dans ces zones (art. 1466 A I *quinquies* B).
 - crédit de taxe professionnelle pour les micro-entreprises réalisant une activité commerciale ou artisanale dans une zone de restructuration de la défense (art. 1647 C *septies* du CGI)
2. Dispositifs d'aides aux zones franches urbaines et zones de redynamisation urbaine (ZFU et ZRU) :
 - exonération dégressive de taxe professionnelle – pour les ZFU de première génération (art. 1466 A I *quater*, al. 1) ;

- exonération pendant cinq ans de la taxe foncière sur les propriétés bâties prenant effet en 2004 – pour les ZFU de deuxième génération (art. 1383 C du CGI) ;
 - exonération de la taxe professionnelle pour les établissements existant au 1^{er} janvier 2004 – pour les ZFU de deuxième génération (art. 1466 A I *quinquies* du CGI) ;
 - exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties prenant effet en 2006 – pour les ZFU de troisième génération (art. 1383 C *bis* du CGI) ;
 - exonération de taxe professionnelle pour les établissements existant au 1^{er} janvier 2006 – pour les ZFU de troisième génération (art. 1466 A I *sexies* du CGI) ;
 - exonération dégressive de taxe professionnelle pour les établissements bénéficiant des exonérations de taxe professionnelle en ZFU et ZRU – pour les ZFU de troisième génération (art. 1466 A I *ter*, al. 5 du CGI) ;
3. Zone franche Corse : exonération de la taxe professionnelle (art. 1466 B et B *bis* du CGI).
4. Régime prévu par la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (LOADT) n° 95-115 du 4 février 1995) :
- entreprises situées en ZRR : exonération de la taxe professionnelle pendant cinq ans (art. 1465 A du CGI) ;
 - cessions de fonds de commerce ou de clientèle en ZRU, ZFU et ZRR : exonération de droits de mutation (art. 722 *bis* du CGI).
5. Exonération de taxe professionnelle pour les grandes entreprises situées en zone AFR réservée aux PME pour les opérations réalisées entre le 1^{er} janvier 2007 et le 31 décembre 2013 (art. 1465 du CGI).
6. Mesures en faveur des bassins d'emploi à redynamiser :
- exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les entreprises bénéficiant de l'exonération d'impôt sur les sociétés prévue par l'article 44 *duodecies* (art. 1383 H du CGI) ;
 - exonération de taxe professionnelle pour les créations et extensions d'établissements entre le 1^{er} janvier 2007 et le 31 décembre 2011 (art. 1466 A I *quinquies* A du CGI).
7. Aides pour les entreprises participant à un projet de recherche et de développement dans les pôles de compétitivité :
- exonération de taxe professionnelle sur délibération des collectivités territoriales pour les entreprises participant à un projet de recherche et de développement agréées et implantées dans une zone de recherche et de développement (art. 1466 E du CGI) ;
 - exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties sur délibération des collectivités territoriales pour les entreprises participant à un projet de recherche et de développement agréées et implantées dans une zone de recherche et de développement (art. 1383 F du CGI).
8. Crédit de taxe professionnelle pour le maintien de l'activité dans une zone d'emploi en grande difficulté (art. 1647 C *sexies* du CGI).
9. Reprise d'entreprise en difficulté :
- exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties (art. 1383 A du CGI) ;
 - exonération de la taxe professionnelle (art. 1464 B du CGI).
10. Exonérations fiscales bénéficiant aux jeunes entreprises innovantes (statut JEI, depuis janvier 2004) :
- exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (art. 1383 D du CGI) ;
 - exonération de taxe professionnelle (art. 1466 D du CGI).
11. Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les hôtels, gîtes ruraux, meublés de tourisme et chambres d'hôtes situés en ZRR (art. 1383 E *bis* du CGI).
12. Aménagement du dégrèvement de taxe professionnelle en faveur des entreprises de transport sanitaire terrestre (art. 1647 C *bis* du CGI). Les exonérations existants au 1^{er} janvier 2009 soumis à l'application de la réglementation communautaire « *de minimis* » subordonnés au plafond de 200 000 € :
- exonération de taxe professionnelle au profit des vendeurs ambulants à domicile (art. 1457 du CGI) ;
 - exonération de taxe professionnelle pour les établissements réalisant une activité de ventes de livres neufs au détail disposant d'un label de librairie indépendante de référence (art. 1464 I du CGI).